

CONDITIONS GENERALES



CONTRAT DISTRIBUTEUR DE GAZ - FOURNISSEUR

VERSION DE XXX 2021

CONDITIONS GENERALES

SOMMAIRE

DEFINITIONS	4
ARTICLE 1 - OBJET.....	12
ARTICLE 2 - QUALITÉ DE FOURNISSEUR	12
ARTICLE 3 - CONTRAT AMONT.....	13
ARTICLE 4 - RATTACHEMENT ET DÉTACHEMENT DES POINTS DE LIVRAISON	13
4.1 CONDITIONS DU RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	13
4.2 PROCEDURE DE RATTACHEMENT / DETACHEMENT DES POINTS DE LIVRAISON	13
4.3 PROCEDURE DE DETACHEMENT ANTICIPE DES POINTS DE LIVRAISON	13
4.4 PUBLICATION DES POINTS DE COMPTAGE ET D'ESTIMATION RATTACHES AU CONTRAT	14
ARTICLE 5 - OPTIONS TARIFAIRES APPLICABLES A CHAQUE POINT DE LIVRAISON	14
5.1 DETERMINATION DES OPTIONS TARIFAIRES POUR UN POINT DE LIVRAISON	14
5.2 MODIFICATION DE L'OPTION TARIFAIRE EN COURS DE PERIODE DE VALIDITE POUR UN POINT DE LIVRAISON	16
5.3 PREAVIS	17
ARTICLE 6 - DISPOSITIFS LOCAUX DE MESURAGE DES POINTS DE LIVRAISON	18
6.1 FREQUENCE DU RELEVÉ DES INDEX.....	18
6.2 CONTROLE DU DISPOSITIF LOCAL DE MESURAGE	19
ARTICLE 7 - DÉTERMINATION DES QUANTITÉS	20
7.1 DETERMINATION DES QUANTITES ENLEVEES PAR FOURNISSEUR AU PITD.....	20
7.2 DETERMINATION DES QUANTITES LIVREES AUX POINTS DE COMPTAGE ET D'ESTIMATION.....	20
7.3 PROCESSUS DE RECONCILIATION ENTRE QUANTITES ESTIMEES ET QUANTITES LIVREES	20
ARTICLE 8 – CORRECTION DES QUANTITES MESUREES	21
8.1 METHODE DE CORRECTION DES QUANTITES MESUREES AUX POINTS DE COMPTAGE ET D'ESTIMATION	21
8.2 CONTESTATION DES CORRECTIONS	21
8.3 IMPACT DES CORRECTIONS SUR LA FACTURATION DE L'ACHEMINEMENT ET SUR LE COMPTE D'ÉCART DISTRIBUTION	22
ARTICLE 9 - MISE A DISPOSITION DES DONNÉES DE RELEVÉ	22
ARTICLE 10 RECLAMATIONS CLIENT.....	22
ARTICLE 11 PLURALITE DE FOURNISSEURS.....	23
ARTICLE 12 - MODALITÉS DES ÉCHANGES D'INFORMATIONS ET DE DONNÉES CONTRACTUELLES	23
12.1 MOYENS INFORMATIQUES MIS A DISPOSITION DU FOURNISSEUR :.....	23
12.2 INFORMATIQUE ET LIBERTES	24
12.3 OBLIGATIONS DES PARTIES EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	24
ARTICLE 13 - RÉMUNÉRATION DE L'UTILISATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION	26
13.1 OPTIONS TARIFAIRES SANS SOUSCRIPTION.....	27
13.2 OPTIONS TARIFAIRES A SOUSCRIPTION.....	27
13.3 PENALITES POUR DEPASSEMENT DES CAPACITES JOURNALIERES D'ACHEMINEMENT	28
13.4 COMPLEMENT DE PRIX.....	28
13.5 PRESTATIONS	28
13.6 FACTURATION DE L'ECART ENTRE LA CAPACITE JOURNALIERE D'ACHEMINEMENT REPUTEE SOUSCRITE ET LA CAPACITE SOUSCRITE	28
ARTICLE 14 – LIQUIDATION DES COMPTES D'ECART DISTRIBUTION	29

ARTICLE 15 - GARANTIE	29
ARTICLE 16 - FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT	30
16.1 CALENDRIER DE FACTURATION DE L'ACHEMINEMENT	30
16.2 FACTURATION ET REMBOURSEMENT DU TERME DE FACTURATION PROVISoire	30
16.3 FACTURE MENSUELLE D'ACHEMINEMENT.....	31
16.4 MODALITES DE PAIEMENT.....	31
16.5 MODALITES DE REGLEMENT	32
16.6 DISPOSITIONS CONCERNANT LES CREANCES ACHEMINEMENT DU CLIENT IRRECOUVRABLES	32
ARTICLE 17 - DIMENSIONNEMENT DU RESEAU	34
17.1 CAPACITE DU RESEAU DE DISTRIBUTION	34
17.2 PREVISIONS D'ACHEMINEMENT	34
ARTICLE 18 - OPÉRATIONS SUR RESEAU ET INTERVENTIONS SUR POSTES DE LIVRAISON	34
18.1 OPERATIONS OU TRAVAUX PROGRAMMES SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION	35
18.2 INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE LIVRAISON A L'INITIATIVE DU DISTRIBUTEUR	35
18.3 INTERVENTION A L'INITIATIVE DU FOURNISSEUR POUR IMPAYE	35
ARTICLE 19 - SÉCURITÉ ET INSTRUCTIONS OPÉRATIONNELLES.....	35
ARTICLE 20 - FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES ASSIMILÉES	36
ARTICLE 21 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	37
21.1 RESPONSABILITE A L'ÉGARD DES TIERS	37
21.2 CAS PARTICULIER DE LA RESPONSABILITE A L'ÉGARD DES CLIENTS	37
21.3 RESPONSABILITE ENTRE LES PARTIES	38
21.4 ASSURANCES.....	38
ARTICLE 22 - RÉVISION DU CONTRAT.....	38
ARTICLE 23 – IMPÔTS, TAXES ET PRÉLÈVEMENTS	39
ARTICLE 24 - INFORMATION ET CLAUSE DE RENCONTRE	39
ARTICLE 25 - CLAUSE DE PREUVE	39
ARTICLE 26 - CONFIDENTIALITÉ	39
ARTICLE 27 – DATE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT	40
ARTICLE 28 - RÉSILIATION	40
ARTICLE 29 - CESSION OU CHANGEMENTS AFFECTANT LES PARTIES.....	40
ARTICLE 30 - LITIGES ET DROIT APPLICABLE	40
ARTICLE 31 - DIVERS	41

ANNEXES

ANNEXE A : RATTACHEMENTS ET DETACHEMENTS DES POINTS DE LIVRAISON	42
ANNEXE B : TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX DE DISTRIBUTION	45
ANNEXE C : TRAITEMENT DES POINTS DE LIVRAISON COMPOSES DE POINTS DE COMPTAGE ET D'ESTIMATION ALIMENTES SIMULTANEMENT PAR PLUSIEURS FOURNISSEURS	46
ANNEXE D : METHODE DE DETERMINATION DES VOLUMES DE GAZ LIVRES EN CAS DE DYSFONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF LOCAL DE MESURAGE	47
ANNEXE E : MODALITES D'ACCES DES FOURNISSEURS AUX MOYENS INFORMATIQUES [SPECIFICITE GRD].....	49
ANNEXE F : PRESTATIONS DE GESTION DE CLIENTELE	51
ANNEXE G : CONDITIONS DE DISTRIBUTION	55
ANNEXE H : MODELE DE GARANTIE A PREMIERE DEMANDE	67

DÉFINITIONS

Au sens du présent contrat, les termes ci-après sont définis de la manière suivante, au singulier comme au pluriel.

Abonnement Annuel : part fixe de la Rémunération, indépendante des Quantités Acheminées ou de la capacité journalière souscrite, propre à chaque Option Tarifaire.

Accord du Client : consentement valide et engageant du Client aux Conditions de Distribution du Distributeur.

Acheminement : action par laquelle le Distributeur achemine le Gaz sur le Réseau de Distribution jusqu'au Point de Livraison du Client, en vue de sa vente au Client par le Fournisseur dans le cadre d'un Contrat de Fourniture entre le Client et le Fournisseur.

Annexes : les Annexes "Papier" du Contrat et les Annexes Electroniques.

Annexes Electroniques : Comprend les deux types d'annexes suivantes :

- **Annexe Différentielle** : document annexé aux présentes Conditions Générales sous un format électronique incluant la liste et les informations visées à l'article 4.4 (i) du Contrat.
- **Annexe Globale** : document annexé aux présentes Conditions Générales sous un format électronique incluant la liste et les informations visées à l'article 4.4 (ii) du Contrat.

Annexes "Papier" : documents annexés aux présentes Conditions Générales sous un format "papier" et numérotés de "A" à "H".

Attestation : document établi par un tiers expert indépendant (commissaire aux comptes notamment) validant le schéma de comptabilisation du montant de Créance Acheminement du Client Irrécouvrable appliqué à l'exercice comptable clos le 31 décembre de l'année civile précédente, c'est-à-dire confirmant (i) que les Créances Acheminement du Client Irrécouvrables déclarées par le Fournisseur dans la ou les Pièces Justificatives sont bien enregistrées comme telles dans sa comptabilité et que les créances concernées ont bien été sorties du bilan, (ii) que le montant des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables déclaré par le Fournisseur dans la ou les Pièces Justificatives correspond aux sommes facturées par le Fournisseur au Client au titre de l'utilisation par le Client du Réseau de Distribution et des Prestations Annexes fournies au Client par le Distributeur (iii) qu'il n'y a pas eu d'encaissement subséquent relatif à des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables non déduit du montant de Créances Acheminement du Client Irrécouvrables remboursé par le Distributeur au titre de cet exercice et (iv) que les créances concernées ont été enregistrées en irrécouvrable conformément à la définition qui en est donnée sous la notion de Créance Acheminement du Client Irrécouvrable (notamment émission d'un certificat d'irrécouvrabilité). Ces différentes procédures pourront être conduites par le tiers expert indépendant sur la base de sondages.

Audit : audit permettant au Distributeur, à ses frais, de s'assurer que les obligations mises à la charge du Fournisseur à l'article 16.6 du Contrat ont bien été respectées par celui-ci. Cet Audit aura pour objectif de vérifier, par sondages, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans la ou les Pièces Justificatives fournies par le Fournisseur afin d'obtenir l'assurance raisonnable que celles-ci ne comportent pas d'anomalie significative.

Branchement : conduite reliant une canalisation du Réseau de Distribution aux installations intérieures. **[option** : Un Branchement est dit individuel, lorsqu'il dessert une seule installation intérieure ou un seul site de production Un Branchement est dit collectif lorsqu'il dessert plusieurs usagers. Le branchement particulier est la canalisation raccordant le Compteur, ou en l'absence de celui-ci l'organe de coupure individuelle, aux parties de l'installation communes à la desserte de plusieurs logements.]

Capacité Journalière d'Acheminement (CJA) : quantité maximale d'énergie que le Distributeur s'engage à acheminer chaque Jour en un Point de Livraison. Elle se compose d'une Capacité Journalière d'Acheminement de Référence fixe à laquelle peut s'ajouter une Souscription Mensuelle Supplémentaire et/ou une Souscription Journalière Supplémentaire.

Capacité Journalière d'Acheminement de Référence : part de la Capacité Journalière d'Acheminement valable pour toute la Période de Validité. Elle figure dans les Annexes Electroniques.

Catalogue des Prestations Annexes : liste des prestations disponibles pour le Client et/ou le Fournisseur, établie par le Distributeur. Ce Catalogue est publié sur son site Internet, [à personnaliser : www.grdf.fr], et disponible sur demande auprès du Service client de [à personnaliser GRDF]. Ce Catalogue décrit les prestations de base incluses dans le Tarif d'utilisation des Réseaux de Distribution et les autres prestations facturées à l'acte ou récurrentes, dont le tarif est indiqué. Les demandes de prestations émises par les Fournisseurs ou par les Clients sont transmises au Distributeur selon les dispositions visées à l'article 12.

Client : toute personne, physique ou morale ou son mandataire, achetant du Gaz auprès du Fournisseur pour sa consommation propre.

Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : autorité administrative indépendante créée par la loi pour concourir, dans le respect des compétences qui lui sont attribuées, au bon fonctionnement du marché du Gaz.

Complément de Prix : contreparties financières exigibles conformément à l'article 13.4 dans l'hypothèse d'une variation de l'Option Tarifaire dans un délai inférieur à douze (12) mois.

Compte d'Écart Distribution (CED) : compte, exprimé en énergie, cumulant les Écarts pour tous les Points de Comptage et d'Estimation de même fréquence de relevé rattachés au Contrat.

Compte Inter-Opérateur (CIO) : compte de régularisation entre le Distributeur et le Gestionnaire du Réseau de Transport.

Compteur : appareil de mesure du volume du Gaz livré au Client par le Distributeur. [option : Selon le cas, il fait partie du Dispositif Local de Mesurage ou le constitue]. Il peut s'agir d'un Compteur Évolué qui permet de relever les consommations du Client à distance et de les transmettre automatiquement au Distributeur.

Compteur Évolué : appareil de mesure du volume du Gaz livré au Client par le Distributeur qui transmet les Index automatiquement et à distance.

Conditions Générales : les présentes conditions générales, partie intégrante du Contrat.

Conditions Particulières : les conditions particulières, partie intégrante du Contrat.

Conditions de Distribution (CD) : les CD, conclues entre le Distributeur et le Client par l'intermédiaire du Fournisseur, ont pour objet de définir les Conditions de Distribution du Gaz, à savoir d'Acheminement et de Livraison, et les conditions d'accès et de réalisation des interventions pour les Clients en Contrat unique. Les CD sont annexées aux contrats de fourniture de Gaz naturel souscrits auprès de leurs Fournisseurs. Elles figurent en Annexe G du Contrat.

Conditions Tarifaires : termes tarifaires relatifs à l'Option Tarifaire appliquée à un Point de Livraison.

[option : Conduite d'immeuble : dans les immeubles collectifs, tuyauterie de Gaz d'allure horizontale faisant suite au branchement d'immeuble collectif et alimentant une ou plusieurs conduites montantes, ou des nourrices dans des locaux ou placards techniques Gaz ou des tiges-cuisines et parfois directement des installations intérieures, qui ne font pas toujours partie du Réseau de Distribution.]

[option : Conduite montante : conduite de Gaz verticale pour la plus grande partie, raccordée à une conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de cet immeuble, qui ne font pas toujours partie du Réseau de Distribution.]

Contrat : les présentes Conditions Générales, les Conditions Particulières, les Annexes et, le cas échéant, les avenants.

Contrat de Fourniture : contrat conclu entre un Client et le Fournisseur, en application duquel le Fournisseur vend une quantité de Gaz au Client.

Contrat de concession : contrat de concession pour le service public de distribution de Gaz signé entre le Distributeur et l'autorité concédante. Il fixe les règles de ce service public et précise les objectifs à atteindre ainsi que les obligations du Distributeur pour la distribution publique de Gaz.

Contrat unique : contrat portant sur la fourniture et la Distribution de Gaz conclu entre un Client et le Fournisseur, conformément aux dispositions de l'article L.224-8 du code de la consommation.

Consommation Annuelle de Référence (CAR) : estimation de la consommation annuelle en quantité d'énergie d'un Point de Comptage et d'Estimation (PCE) à climat de référence.

Créance Client : montant total des sommes facturées par le Fournisseur au Client, comprenant les éléments suivants : d'une part les sommes dues au titre de la fourniture de Gaz et des services liés à cette fourniture et d'autre part les sommes dues au titre de l'utilisation du Réseau de Distribution et des prestations fournies par le Distributeur au titre du Catalogue des Prestations.

Créance Acheminement du Client Irrécouvrable : part de la Créance Client enregistrée en irrécouvrable dans la comptabilité du Fournisseur conformément aux pratiques fiscales et correspondant aux sommes dues par le Client au Distributeur. Le caractère irrécouvrable de la créance se démontre par l'émission d'une attestation établie par un commissaire aux comptes ou d'un certificat d'irrécouvrabilité émis par un tiers, assurant les diligences de recouvrement, à la suite de la mise en œuvre des diligences notamment requises par le décret n°2008-780 du 13 août 2008 pour les Clients concernés ou par la preuve de poursuites, engagées en vue de recouvrer la Créance Client, restées infructueuses. Elle s'entend hors toutes taxes et contributions.

Date de Début de Validité : Jour au commencement duquel les obligations d'Acheminement et de Livraison du Distributeur pour un Point de Livraison entrent en vigueur. La Date de Début de Validité figure dans les Annexes Electroniques.

Date de Fin de Validité : Jour à la fin duquel les obligations d'Acheminement et de Livraison du Distributeur pour un Point de Livraison cessent. La Date de Fin de Validité figure dans les Annexes Electroniques.

Délai Standard de Publication : délai de mise à disposition des données de relevé cyclique dans des conditions normales, exprimé en jours ouvrés.

Dépassement de Capacité Journalière d'Acheminement : quantité journalière d'énergie dépassant la Capacité Journalière d'Acheminement et donnant lieu au paiement de Pénalités conformément à l'article 13.3.

Détachement : retrait d'un Point de Livraison du champ d'application du Contrat selon la procédure décrite à l'article 4.3.

Dispositif Local de Mesurage : ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés sur un Point de Comptage et d'Estimation **[option : à l'extrémité aval du Réseau de Distribution]** – en ce compris le Compteur – utilisés par le Distributeur pour déterminer les Quantités Livrées au Point de Livraison. Il fait partie, le cas échéant, du Poste de Livraison.

Distributeur : gestionnaire d'un réseau public de distribution de Gaz au sens des dispositions du code de l'énergie, notamment des articles L.111-53, L.432-2 et L.432-8 du code de l'énergie.

Distribution : opération consistant pour le Distributeur à acheminer et à livrer le Gaz.

Écart : différence entre les Quantités Livrées et les Quantités Estimées ajustées, sur une même période.

Faute Lourde : négligence d'une extrême gravité confinant au dol et dénotant une inaptitude de la partie fautive à la mission contractuelle qu'elle avait acceptée et qui soit la cause directe et exclusive du préjudice.

Fournisseur : toute personne physique ou morale répondant aux critères des articles L.443-4 et suivants du code de l'énergie, ou son mandataire. On désignera par le terme « Fournisseur » le titulaire du Contrat au titre duquel le Gaz est acheminé jusqu'à un Point de Livraison par le Distributeur.

Fréquence de Relevé : caractéristique attribuée au PCE, qui indique selon quel rythme la consommation du PCE est mesurée et relevée. La fréquence de relevé d'un PCE peut être :

- une mesure semestrielle et un relevé semestriel (fréquence 6M),
- une mesure journalière et un relevé mensuel (fréquence 1M),
- une mesure mensuelle et un relevé mensuel (fréquence MM),
- une mesure journalière et un relevé mensuel (fréquence JM) ou quotidien (fréquence JJ).

Fréquence Standard de Relevé : fréquence la plus basse à laquelle le PCE doit être relevé.

Gaz : gaz naturel ou tout autre gaz, répondant aux prescriptions réglementaires du gaz naturel et injecté dans le Réseau de Distribution.

GTG : instance de concertation entre les différents acteurs du marché, mise en place sous l'égide de la CRE.

Gestionnaire du Réseau de Transport (GRT) : opérateur gérant le réseau de transport situé à l'amont d'un Point d'Interface Transport / Distribution.

Heure : période de 60 (soixante) minutes consécutives commençant et finissant à une heure juste.

Index : valeur relevée sur le Dispositif Local de Mesurage du Poste de Livraison.

Intérêts sur Avances de Trésorerie : a le sens qui lui est donnée à l'article 16.6.

Jour : période de 23 (vingt-trois) *, 24 (vingt-quatre) ou 25 (vingt-cinq) * Heures consécutives, commençant à 6 (six) heures un jour donné et finissant à 6 (six) heures le jour suivant. La date du Jour est la date du jour calendaire où le Jour commence.

*Pour tenir compte du passage de l'heure d'hiver à l'heure d'été (une journée de 23 heures seulement) puis du passage de l'heure d'été à l'heure d'hiver (une journée de 25 heures).

Livraison : activité permanente par laquelle le Distributeur livre physiquement et sans discontinuité le Gaz au Client.

Mise en Service : opération par laquelle le Distributeur, après avoir effectué les opérations qui lui incombent en application de la réglementation en vigueur, donne au Client l'accès au Gaz.

Mise hors Service : opération par laquelle le Distributeur, après avoir effectué les opérations qui lui incombent en application de la réglementation en vigueur, cesse de donner au Client l'accès au Gaz.

Mois : période commençant à 6 (six) heures le premier jour d'un mois calendaire donné et finissant à 6 (six) heures le premier jour du mois calendaire suivant.

Notation de Crédit Agréée : notation de crédit long terme d'au minimum A donnée par Standard & Poor's Inc. ou d'au minimum A2 donnée par Moody's Investor Service Inc. ou au minimum A donnée par Fitch Inc ou notation équivalente donnée par une autre agence de notation de crédit de renommée internationale et approuvée par le Distributeur ou notation de crédit de la Banque de France *a minima 3* ou plus favorable.

Opérateur Prudent et Raisonnable : personne agissant de bonne foi dans l'intention d'exécuter ses obligations contractuelles et qui pour ce faire met en œuvre les compétences, l'application, la prudence et la prévoyance qui sont raisonnablement et habituellement mises en œuvre par un opérateur compétent et expérimenté agissant conformément aux lois et réglementations dans des circonstances et des conditions similaires.

Option Tarifaire : le Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution comprend quatre options principales : (i) trois options sans souscription dites « T1 », « T2 » et « T3 », de type binôme, comprenant chacune un Abonnement Annuel et un terme proportionnel aux Quantités Livrées et (ii) une option à souscription dite « T4 » de type quadrinôme, comprenant un Abonnement Annuel, deux termes proportionnels à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel aux Quantités Livrées. Il existe également une option « TP » à souscription dite « Tarif de Proximité », comprenant un Abonnement Annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel à la distance à vol d'oiseau au réseau de transport le plus proche. **[option : Enfin, une option « TF » dite « Tarif Forfaitaire » existe pour certaines situations exceptionnelles (installations non équipées de compteur individuel).]** L'option tarifaire est choisie par le Fournisseur conformément aux dispositions de l'article 5 des Conditions Générales.

Partie : l'une quelconque des parties au Contrat.

Période Considérée : durée au cours de laquelle les Créances Acheminement du Clients Irrécouvrables ont été constatées et au titre de laquelle le Fournisseur dépose la Pièce Justificative sur la Plate-Forme mise à sa disposition par le Distributeur.

La Période Considérée peut être : le trimestre civil, le semestre civil ou l'année civile.

Période de Validité : période commençant à la Date de Début de Validité et se terminant à la Date de Fin de Validité. Sa durée initiale est d'une année à compter de la date de premier Rattachement.

[option : Pertes et Différences Diverses de l'Année N : différence entre les quantités d'énergies livrées par les transporteurs et les producteurs de biométhane au réseau public de Distribution et les Quantités Livrées.]

Pièce Justificative : pièce indiquant l'ensemble des informations visées aux points a) à d) de l'article 16.6 (ii), que le Fournisseur doit déposer sur la Plate-Forme mise à sa disposition par le Distributeur.

Plate-Forme : plate-forme informatique visée à l'article 16.6 (ii) mise à la disposition du Fournisseur par le Distributeur afin que le Fournisseur puisse y déposer la ou les Pièces Justificatives requises pour le remboursement des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables dans les conditions de l'article 16. Dans le cas où le Distributeur n'a pas de plate-forme, le Fournisseur transmet au Distributeur, la ou les Pièces Justificatives par messagerie électronique.

Point de Comptage et d'Estimation (PCE) : point physique d'un Poste de Livraison auquel est associée une Quantité Acheminée et où est placé, sauf cas particulier, le Dispositif Local de Mesurage. **[option :** Par exception, dans un cas d'un immeuble ou d'un ensemble immobilier dont les logements alimentés ne sont pas équipés de compteur individuel (forfait-cuisine collectif), le PCE est un point contractuel qui regroupe l'ensemble des installations alimentées et auquel est associée de façon globale la totalité des Quantités Acheminées aux différents logements concernés.]

Point d'Interface Transport / Distribution (PITD) : point contractuel depuis lequel le Distributeur achemine du Gaz en exécution du Contrat. Il correspond, sauf mention expresse contraire, à un poste de Livraison entre le Réseau de Transport et le Réseau de Distribution. Quand le Réseau de Distribution est maillé, la notion de Point d'Interface Transport / Distribution doit se comprendre comme l'ensemble des postes du Réseau de Transport qui alimente ce réseau maillé.

Point de Livraison (PDL) : point où le Distributeur livre du Gaz au Client en application des Conditions de Distribution. Le Point de Livraison est la bride aval du Poste de Livraison ou, en cas d'absence de Poste de Livraison, la bride aval du Compteur ou, en cas d'absence de Compteur individuel, le raccordement aval du robinet de coupure individuel. **[option :** Pour les établissements industriels, tertiaires ou recevant du public, le Point de Livraison peut également être matérialisé par l'organe de coupure générale]. Dans les relations contractuelles avec le Fournisseur, le Point de Livraison est généralement désigné sous le terme de PCE (Point de Comptage et d'Estimation).

Point Physique d'injection : point du Réseau de Distribution où le Gaz est injecté en application d'un contrat d'injection entre le producteur de Gaz et le Distributeur.

Poste de Livraison : installation située à l'extrémité aval du Réseau de Distribution, assurant généralement les fonctions de détente, de régulation de pression, ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les Quantités Livrées au Point de Livraison. Le Poste de Livraison peut dans certains cas se composer du seul Compteur.

Pouvoir Calorifique Supérieur ou PCS : quantité de chaleur qui serait dégagée par la combustion complète de un m³(n) de Gaz sec dans l'air à une pression constante et égale à 1,01325 bar, le Gaz et l'air étant à une température initiale de 0 (zéro) degré Celsius, tous les produits de la combustion étant ramenés à la température de 0 (zéro) degré Celsius, l'eau formée pendant la combustion étant ramenée à l'état liquide et les autres produits étant à l'état gazeux.

Prestation Annexe : prestation annexe à la prestation d'Acheminement et de Livraison, prévue au Catalogue des Prestations Annexes. Ces prestations peuvent être payantes ou non (cas des Prestations de Base).

Prestation de Base : prestation prévue au Catalogue des Prestations Annexes et non facturée car couverte par le Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution.

Prestations de gestion de clientèle : prestations de gestion de clientèle relatives à une partie de la relation contractuelle du Distributeur avec le Client concernant l'accès au Réseau de Distribution, réalisées par le Fournisseur pour le compte du Distributeur. Ces Prestations de gestion de clientèle relatives aux problématiques liées à la Distribution de Gaz et non à la fourniture sont définies à l'Annexe F. Elles sont rémunérées par application d'une composante d'accès aux réseaux publics de distribution de Gaz naturel dans les conditions et modalités stipulées à l'Annexe F.

Prix de Compensation : prix déterminé et appliqué au solde d'un Compte d'Écart Distribution, conformément à la procédure « Règles d'allocations des quantités aux interfaces transport Distribution » en vigueur, telle que publiée sur le site du GTG www.gtq2007.com.

Profil : courbe de répartition journalière réputée de la consommation annuelle d'un Point de Comptage et d'Estimation. Le Profil est attribué par le Distributeur. Les Profils sont utilisés notamment entre deux relevés pour estimer les quantités journalières d'un Point de Comptage et d'Estimation. La table des Profils est publiée sur le site du GTG. Les règles d'attribution, l'évolution ou la contestation des Profils sont traitées par le groupe de travail dédié du GTG.

Quantités Acheminées : quantités d'énergie, déterminées à partir des Quantités Livrées et des Quantités Estimées, que le Distributeur a acheminées depuis un PITD ou un Point Physique d'injection jusqu'aux Points de Livraison.

Quantités Amenées : quantités d'énergie qui ont été mises à disposition du Distributeur soit par le GRT au PITD, soit par un producteur de Gaz à un Point Physique d'injection pour être ensuite acheminées par le Distributeur sur le Réseau de Distribution. Ces quantités sont déterminées par le GRT pour chaque Jour du Mois M, de façon provisoire en cours de Mois puis de façon définitive en début du Mois M+1.

Quantités Corrigées : quantités d'énergie correspondant aux quantités calculées en application de l'Annexe D « Méthode de détermination des volumes de Gaz livrés en cas de dysfonctionnement du dispositif local de mesurage ».

Quantités Enlevées : part des Quantités Amenées au PITD ou à un Point Physique d'injection, allouée par le Distributeur à un Fournisseur. Ces quantités sont déterminées par le Distributeur pour chaque Jour du Mois M, de façon provisoire en cours de Mois puis de façon définitive en début du Mois M+1.

Quantités Estimées : quantités d'énergie établies au moyen du Système de Profilage, en application des règles qui sont décrites dans la procédure GTG « Règles d'allocation des quantités aux interfaces transport / Distribution ».

Quantités Livrées : quantités d'énergie correspondant à la somme des quantités déterminées lors des relevés des Points de Comptage et d'Estimation dans les conditions de l'article 7.2 et des éventuelles Quantités Corrigées. **[option : Par exception, dans le cas des Points de Comptage et d'Estimation soumis à l'Option Tarifaire TF, la Quantité Livrée est déterminée forfaitairement.]**

Quantités Mesurées : quantités d'énergie provenant des relevés réalisés au moyen du Dispositif Local de Mesurage, selon les fréquences décrites à l'article 6.1 et en fonction des modifications contractuelles, et calculées au moyen du Système de Mesurage.

Rattachement : ajout d'un Point de Livraison dans le champ d'application du Contrat selon la procédure décrite à l'article 4.

Remise en Service : opération par laquelle le Distributeur, après avoir effectué les opérations qui lui incombent en application de la réglementation en vigueur, donne au Client l'accès au Gaz à la suite d'une interruption de Livraison du Gaz.

Rémunération : contrepartie financière de l'Acheminement par Point de Livraison. La Rémunération est fixée conformément à l'article 13.

Rémunération prévisionnelle : estimation de la part fixe et de la part variable de l'Acheminement en fonction du portefeuille prévisionnel du Fournisseur sur une année. Le portefeuille prévisionnel représente l'évolution du nombre de Clients sur une année, à compter de la date anniversaire de signature du Contrat. La valorisation de la rémunération prévisionnelle se calcule en fonction de la CAR des PCE du portefeuille prévisionnel et de l'option tarifaire des PCE.

Réseau public de Distribution : ensemble des ouvrages, installations et systèmes appartenant à l'autorité concédante exploité par et sous la responsabilité du Distributeur, constitué notamment de Branchements, de canalisations et d'organes de détente, de sectionnement, au moyen duquel le Distributeur réalise l'Acheminement et la Livraison du Gaz.

Réseau de Transport : ouvrages situés à l'amont des Points d'Interface Transport / Distribution.

Société Affiliée : toute société qui contrôle, directement ou indirectement, l'une des Parties, est contrôlée directement ou indirectement par cette Partie ou est placée sous le contrôle d'une société qui contrôle cette Partie (le terme "contrôle" ayant le sens qui lui est donné à l'article L. 233-3 I du code de commerce).

Souscription Journalière Supplémentaire : complément de souscription de capacité journalière propre à chaque Jour qui s'ajoute à la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence et, le cas échéant, à la Souscription Mensuelle Complémentaire. **[option : Elle figure dans les Annexes Electroniques]**

Souscription Mensuelle Supplémentaire : complément de souscription de capacité journalière propre à chaque Mois qui s'ajoute à la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence. **[option : Elle figure dans les Annexes Electroniques.]**

Standard de Réalisation : délai indicatif pour la réalisation par le Distributeur des prestations contenues dans le Catalogue des Prestations Annexes.

Système de Mesurage : ensemble des équipements de mesure et de calcul, localisés soit sur un Point de Comptage et d'Estimation, soit en des points quelconques du Réseau de Distribution, des équipements de télétransmission, et des systèmes ou procédures de calcul, utilisés par le Distributeur pour déterminer les Quantités Mesurées. Le Distributeur publie sur son site Internet la méthode utilisée pour déterminer les quantités d'énergie à partir des volumes mesurés.

Système de Profilage : combinaison pour un Point de Comptage et d'Estimation de son Profil corrigé, le cas échéant, des conditions climatiques et de sa CAR, permettant d'allouer une consommation journalière au dit Point de Comptage et d'Estimation afin de répartir les Quantités Amenées au PITD.

Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution : tarif défini conformément aux articles L.452-1-1 et L.452-2 du code de l'énergie. Pour sa facturation, le terme « facturation de l'Acheminement » est également utilisé.

Terme Annuel à la Distance : prix unitaire propre à l'Option Tarifaire TP appliqué à la distance à vol d'oiseau entre le Point de Livraison concerné et le Réseau de Transport le plus proche. Ce prix est affecté d'un coefficient multiplicateur dépendant de la densité de population de la commune d'implantation du site concerné.

Terme Annuel de Capacité : prix unitaire de la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence propre aux Options Tarifaires T4 et TP.

Terme Journalier de Capacité : prix unitaire de la Souscription Journalière Supplémentaire, défini en proportion du Terme Mensuel de Capacité par application d'un coefficient $1/20^{\text{ème}}$ conformément au Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution.

Terme Mensuel de Capacité : prix unitaire de la Souscription Mensuelle Supplémentaire, défini en proportion du Terme Annuel de Capacité par application d'un coefficient défini par le Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution.

PRÉAMBULE

Vu la directive 2009/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du Gaz naturel, et abrogeant la directive 2003/55/CE ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après désigné « RGPD ») ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (désignée ci-après « Loi Informatique et Libertés ») ;

Le Fournisseur et le Client ont un droit d'accès aux ouvrages des Réseaux de Distribution de Gaz. Les dispositions du code de l'énergie prévoient que les conditions d'exercice de ce droit d'accès sont définies par contrats avec le Distributeur.

Le présent Contrat DISTRIBUTEUR DE GAZ – FOURNISSEUR (désigné ci-après le « Contrat ») détermine principalement les engagements pris réciproquement par le Distributeur et le Fournisseur, afin de permettre la Distribution et la fourniture du Gaz au bénéfice des Clients ayant fait le choix d'un Contrat unique.

Les Conditions de Distribution, jointes au Contrat en annexe G et annexées au Contrat unique du Client, lient directement le Distributeur et le Client. Le Client bénéficie de la possibilité de se prévaloir d'un droit contractuel direct avec le Distributeur pour les engagements de ce dernier portant sur l'Acheminement et la Livraison du Gaz. Ces Conditions de Distribution assurent au Client un droit d'accès et d'utilisation du Réseau de Distribution de Gaz, ainsi que l'accès aux prestations décrites dans le Catalogue des Prestations Annexes du Distributeur.

L'annexe F du Contrat fixe les conditions dans lesquelles le Fournisseur réalise des Prestations de gestion de clientèle relatives à une partie de la relation contractuelle du Distributeur avec le Client concernant l'accès au Réseau de Distribution et ce, pour le compte du Distributeur pour les Clients ayant souscrit un Contrat unique.

Ceci étant rappelé, les Parties sont convenues de ce qui suit.

ARTICLE 1 - OBJET

Les Conditions Générales ont pour objet de définir :

- les conditions d'Acheminement et de Livraison du Gaz sur le Réseau de Distribution par le Distributeur depuis un ou plusieurs PITD ou depuis un ou plusieurs Point Physique d'injection, jusqu'à un ou plusieurs Points de Livraison,
- les modalités de réalisation par le Distributeur des Prestations Annexes essentielles à l'exécution du Contrat : mise en service, changement de fournisseur y compris le cas échéant relevé spécial, mise hors service suite à résiliation du Contrat de Fourniture, changement d'Option Tarifaire et /ou de fréquence de relevé, fréquence de relevé supérieure à la fréquence standard et intervention pour impayé,
- les conditions de réalisation des Prestations de gestion de clientèle par le Fournisseur pour le compte du Distributeur, et
- les modalités de collaboration entre le Fournisseur et le Distributeur.

ARTICLE 2 - QUALITÉ DE FOURNISSEUR

Le Fournisseur déclare et garantit qu'il remplit les conditions légales à satisfaire pour avoir la qualité de Fournisseur.

Le Fournisseur s'engage à informer le Distributeur de toutes modifications ou tous changements de situation survenant lors de l'exécution du Contrat pouvant affecter l'autorisation délivrée au titre des articles L.443-4 et suivants du code de l'énergie, l'existence du contrat amont visé à l'article 3 du Contrat ou la garantie visée à l'article 15 du Contrat.

Le Fournisseur, souhaitant confier un mandat à un tiers conformément aux dispositions des articles 1984 et suivants du code civil, en avise le Distributeur par écrit. Il répond, dès lors, solidairement vis à vis du Distributeur de tous les actes exécutés par son mandataire. Il ne pourra, notamment, en aucun cas se prévaloir d'une quelconque cause de nullité,

caducité ou dépassement de pouvoir pour se soustraire aux engagements pris en son nom ou pour son compte, y compris dans le cas où il aurait adressé pour information au Distributeur une copie dudit mandat.

Le Fournisseur sera libéré des engagements pris par son mandataire, sous réserve du paiement intégral au Distributeur de toutes les sommes dues pour quelle que cause que ce soit au titre du Contrat, après avoir notifié au Distributeur par lettre recommandée avec accusé de réception l'extinction du mandat ; la prise d'effet de cette extinction ne pourra être inférieure à trente (30) jours calendaires décomptés de la réception du courrier par le Distributeur.

Le Distributeur n'est pas tenu de vérifier les pouvoirs du mandataire désigné par le Fournisseur.

ARTICLE 3 - CONTRAT AMONT

Pour les besoins de l'Acheminement sur le Réseau de Distribution dans les conditions définies au Contrat, le Fournisseur s'engage à communiquer au GRD la référence d'un contrat d'acheminement transport conclu par lui-même ou un tiers. Il appartient au Fournisseur de maintenir en vigueur un contrat d'acheminement transport pendant la durée du Contrat.

Le Fournisseur tient informé sans délai le Distributeur de la résiliation ou de la suspension dudit contrat d'acheminement transport et de la conclusion ou non d'un nouveau contrat d'acheminement transport.

Le Distributeur peut détacher unilatéralement à tout moment, sans formalité ni indemnité d'aucune sorte, les Points de Livraison alimentés depuis un PITD pour lequel le Fournisseur ne peut pas ou ne peut plus justifier qu'un contrat d'acheminement amont est en vigueur.

Le Distributeur s'assure auprès du GRT que le Gaz devant être acheminé est conforme aux Caractéristiques du Gaz imposées sur le Réseau de Distribution en application des prescriptions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 - RATTACHEMENT ET DÉTACHEMENT DES POINTS DE LIVRAISON

4.1 Conditions du Rattachement d'un Point de Livraison

Le Fournisseur s'engage à avoir conclu un Contrat de Fourniture avec le Client conformément aux dispositions de l'article L.224-6 du code de la consommation avant de formuler toute demande de Rattachement. Il s'engage en outre à ce que le Client entre dans la catégorie des Clients qu'il peut approvisionner conformément à l'autorisation de fourniture qui lui a été délivrée par le Ministre chargé de l'Energie.

Le Rattachement d'un Point de Livraison d'un client en Contrat unique au Contrat est subordonné à l'existence de Conditions de Distribution en cours entre le Distributeur et le Client, à la date demandée par le Fournisseur.

4.2 Procédure de Rattachement / Détachement des Points de Livraison

A la signature du Contrat, le Fournisseur désigne les Points de Livraison dont il demande le Rattachement, sous réserve d'avoir respecté les conditions de l'article 4.1. Pour ce faire, le Fournisseur doit suivre la procédure définie dans l'Annexe A « Rattachement et détachements des points de Livraison ».

À tout moment au cours de l'exécution du Contrat, le Fournisseur peut demander le Rattachement d'un ou plusieurs nouveaux Points de Livraison.

Sauf en cas de résiliation anticipée du Contrat en application de l'article 28, la durée de la Période de Validité du Rattachement de chaque Point de Livraison ne peut pas être inférieure à (12) douze mois.

A chaque Date de Fin de Validité, la Période de Validité est automatiquement reconduite pour (1) un an et à la même Option Tarifaire, sauf demande de Détachement ou de modification de l'Option Tarifaire dans les conditions de l'article 5 ci-après ou dénonciation du Contrat par le Fournisseur dans les conditions visées à l'article 27 ci-après.

4.3 Procédure de Détachement anticipé des Points de Livraison

Le Fournisseur peut demander à tout moment le Détachement anticipé d'un Point de Livraison. Sous réserve des cas particuliers visés aux alinéas ci-après, il reste tenu alors au paiement d'une somme correspondant à l'Abonnement Annuel et, selon l'Option Tarifaire, du Terme Annuel de Capacité et, le cas échéant, du Terme Annuel à la Distance jusqu'à la Date de Fin de Validité du Rattachement du Point de Livraison considéré.

Toutefois, en application de la procédure validée par le GTG, un changement de Fournisseur sur un Point de Livraison donné, au cours de sa Période de Validité et sans discontinuité, entraîne un Détachement anticipé pour le Fournisseur précédent et un Rattachement simultané pour le nouveau Fournisseur. Dans ce cas, les obligations de paiement de l'ancien Fournisseur relatives à l'Abonnement Annuel et, selon l'Option Tarifaire, au Terme Annuel de Capacité et, le cas échéant de Distance cessent pour ce Point de Livraison à compter de la date du Rattachement simultané du nouveau Fournisseur.

De même, les obligations de paiement du Fournisseur cessent pour un Point de Livraison à compter de la date de Détachement, en cas de résiliation à l'initiative du Fournisseur pour les PCE 6M/6M et 1M ou en cas d'application d'une des procédures GTG de correction d'une erreur de Rattachement (erreur de PCE ou défaut de consentement du Client).

- une mesure semestrielle et un relevé semestriel (fréquence 6M),
- une mesure journalière et un relevé mensuel (fréquence 1M),
- une mesure mensuelle et un relevé mensuel (fréquence MM),
- une mesure journalière et un relevé mensuel (fréquence JM) ou quotidien (fréquence JJ).

Le Fournisseur n'est pas tenu non plus au paiement de l'Abonnement Annuel et, selon l'Option Tarifaire, du Terme Annuel de Capacité et, le cas échéant de Distance, restant à courir jusqu'à la Date de Fin de Validité du Rattachement du Point de Livraison considéré dans le cas d'un Détachement anticipé provoqué par la résiliation des Conditions de Distribution pour motif légitime justifié affectant le Client, à savoir déménagement, cessation définitive d'activité, changement définitif d'énergie, résiliation des Conditions de Distribution à l'initiative du Distributeur ; la résiliation des Conditions de Distribution pour toute autre raison ne constitue pas un motif légitime pour l'application du présent article.

Le Fournisseur devra suivre la procédure définie dans l'Annexe A « Rattachements et détachements des points de Livraison ».

4.4 Publication des Points de Comptage et d'Estimation rattachés au Contrat

Le Distributeur met à disposition du Fournisseur, par les moyens informatiques définis à l'article 12.1 :

- (i) chaque Jour, la liste et les informations concernant les Points de Comptage et d'Estimation dont le Rattachement au Contrat ou le Détachement du Contrat a été enregistré par le système d'information ledit Jour (Annexe Différentielle),
- (ii) chaque Mois, sauf circonstances exceptionnelles dont le fournisseur sera tenu informé dans un délai raisonnable à partir du moment où le Distributeur en aura eu connaissance, la liste et les informations concernant les Points de Comptage et d'Estimation rattachés au Contrat au jour de publication selon le système d'information (Annexe Globale).

L'ensemble des listes telles que précisées au présent article peuvent être contestées par le Fournisseur.

ARTICLE 5 - OPTIONS TARIFAIRES APPLICABLES A CHAQUE POINT DE LIVRAISON

Au Début de chaque Période de Validité de chaque Point de Livraison, le choix de l'Option Tarifaire revient au Fournisseur. Les Options Tarifaires comportent ou non une souscription de Capacité Journalière d'Acheminement.

5.1 Détermination des Options Tarifaires pour un Point de Livraison

5.1.1 Points de Livraison relevant d'une Option Tarifaire sans souscription

Les Annexes Electroniques précisent, pour la Période de Validité, l'Option Tarifaire sans souscription (Options Tarifaires T1 ou T2 ou T3) retenue pour le ou les Point(s) de Livraison visé(s).

[option : L'Option Tarifaire TF est applicable aux PCE qui ne sont pas équipés de Compteur individuel.]

5.1.2 Points de Livraison relevant d'une Option Tarifaire à souscription

Les Annexes Electroniques précisent, pour la Période de Validité, l'Option Tarifaire à souscription (Options Tarifaires T4 ou TP) et la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence pour chaque Point de Livraison visé.

Le Fournisseur peut ponctuellement demander pour un ou plusieurs Mois donné(s), sous réserve d'un préavis minimal indiqué à l'article 5.3, et d'une validation du Distributeur, une Souscription Mensuelle Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement.

Lorsque le bon fonctionnement du Réseau de Distribution le permet, le Fournisseur peut également demander pour un ou plusieurs Jour(s) donné(s), sous réserve d'un préavis minimal indiqué à l'article 5.3, et d'une validation du Distributeur, une Souscription Journalière Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement, pour satisfaire un besoin ponctuel et exceptionnel.

La Capacité Journalière d'Acheminement du Mois pour un Point de Livraison donné est égale à la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence augmentée le cas échéant de la Souscription Mensuelle Supplémentaire ; la Capacité Journalière d'Acheminement du Jour est égale à la Capacité Journalière d'Acheminement du Mois augmentée le cas échéant de la Souscription Journalière Supplémentaire.

Le Distributeur s'engage à acheminer ladite Capacité Journalière d'Acheminement, depuis le PITD dont dépend le Point de Livraison jusqu'à ce Point de Livraison, étant entendu que le Distributeur n'est pas tenu d'acheminer jusqu'à un Point de Livraison, un Jour quelconque, une quantité d'énergie supérieure à la Capacité Journalière d'Acheminement du Jour.

La Capacité Journalière d'Acheminement est facturée conformément à l'article 13.

5.1.3 Regroupement de plusieurs Points de Comptage et d'Estimation (PCE) sous un même Point de Livraison

Un Fournisseur peut demander

- Soit le regroupement de plusieurs Points de Comptage et d'Estimation sous un même Point de Livraison ;
- Soit le regroupement de la souscription de plusieurs Points de Livraison.

(i) Le regroupement de plusieurs Point de Comptage et d'Estimation sous un même Point de Livraison est possible lorsque les conditions suivantes sont cumulativement vérifiées pour l'ensemble des Points de Comptage et d'Estimation :

- Ils doivent être en aval d'un même Branchement ;
- Ils appartiennent à un même Poste de Livraison ;
- Le Gaz livré est destiné à servir, après transformation, à la satisfaction des besoins du même utilisateur final sur un même site ;
- Ils doivent avoir une fréquence de relevé identique : soit M/M soit J/J.

L'abonnement annuel des Points de Comptage et d'Estimation regroupés est facturé conformément à l'article 13.

(ii) Le Fournisseur peut demander le regroupement des souscriptions de Capacité Journalière d'Acheminement de plusieurs Points de Livraison qui relèvent de l'Option Tarifaire T4 lorsque les conditions suivantes sont cumulativement vérifiées :

- les Points de Livraison concernés sont alimentés par un même PITD ;
- le Gaz livré à chacun des Points de Livraison concernés est destiné à servir, après transformation, à la satisfaction des besoins du même utilisateur final sur un même site (tel que ce terme est défini ci-après). Cet usage induit des consommations alternées en tout ou partie du Gaz livré.

Le Distributeur est dans ce cas tenu de livrer la CJA regroupée à l'ensemble des PDL et non à chacun pris individuellement.

Au sens du présent article, un « site » est un établissement identifié par son numéro d'identité au répertoire national des entreprises et des établissements (numéro SIRET), tel que défini par l'article R.123-221 du code de commerce. A défaut, un site qui n'est ni industriel ni commercial est le lieu de consommation du Gaz identifié par son adresse.

La Capacité Journalière d'Acheminement regroupée est facturée conformément à l'article 13.

5.2 Modification de l'Option Tarifaire en cours de Période de Validité pour un Point de Livraison

5.2.1 Généralités

Conformément à l'article 5.1 qui précède, les Options Tarifaires sont déterminées en début de Période de Validité pour toute la Période de Validité.

Le Fournisseur peut toutefois demander, en cours de Période de Validité, une modification d'Option Tarifaire. Celle-ci constitue une Prestation Annexe dont le prix est indiqué au Catalogue des Prestations Annexes.

Toute demande de modification est transmise au Distributeur dans les conditions prévues par l'article 12.

5.2.2 Sens de la modification

Les modifications sont traitées en fonction de leur sens (à la hausse ou à la baisse), comme suit :

Une modification d'Option Tarifaire est dite à la hausse dans les cas suivants :

- passage d'une Option Tarifaire à une autre dès lors que le montant de l'Abonnement Annuel est supérieur,
- pour les Options Tarifaires à souscription, augmentation de la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence pour le ou les Point(s) de Livraison visé(s).

Inversement, une modification d'Option Tarifaire est dite à la baisse dans les cas suivants :

- passage d'une Option Tarifaire à une autre dès lors que le montant de l'Abonnement Annuel est inférieur,
- pour les Options Tarifaires à souscription, diminution de la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence pour le ou les Point(s) de Livraison visé(s).

5.2.3 Les Conditions Tarifaires applicables aux Options Tarifaires sans souscription de capacité journalière d'Acheminement

Pour un point de Livraison raccordé à un réseau de Distribution :

- (i) Une modification de l'Option Tarifaire à la hausse ou à la baisse, est autorisée si aucune modification de sens contraire n'est intervenue dans les 12 (douze) mois précédant la date d'effet demandée,
- (ii) Dans le cas d'une modification à la hausse, et intervenant moins de 12 (douze) mois après une modification à la baisse, cette modification est autorisée et donne lieu alors au paiement d'un Complément de Prix en application de l'article 13.4 par le ou les Fournisseurs livrant le point pendant la période concernée,
- (iii) Une modification à la baisse, dont la date d'effet demandée intervient moins de 12 (douze) mois après une modification à la hausse, n'est pas autorisée.

L'acceptation par le Distributeur d'une modification de l'Option Tarifaire prolonge la Période de Validité jusqu'à la date anniversaire de la modification.

5.2.4 Les Conditions Tarifaires applicables aux souscriptions de capacités d'Acheminement

Pour un point de Livraison raccordé à un réseau de Distribution et relevant d'une Option Tarifaire à souscription :

- (i) Une modification, à la hausse ou à la baisse, du niveau de souscription annuelle d'un point de Livraison est autorisée si aucune modification de sens contraire n'est intervenue dans les 12 (douze) mois précédant la date d'effet demandée,
- (ii) Dans le cas d'une modification à la hausse du niveau de souscription annuelle d'un point de Livraison intervenant moins de 12 (douze) mois après une baisse, la capacité journalière égale au minimum entre le niveau de souscription avant la baisse et celui résultant de la hausse est réputée souscrite à compter de la date de la baisse par le ou les Fournisseurs livrant le point pendant la période concernée. L'écart entre la capacité réputée souscrite et la capacité souscrite par le ou les Fournisseurs pendant la période considérée donne lieu à une facture complémentaire au Fournisseur en application de l'article 13.6.
- (iii) Une modification à la baisse du niveau de souscription annuelle d'un point de Livraison, dont la date d'effet demandée intervient moins de 12 (douze) mois après une hausse du niveau de souscription annuelle, n'est pas autorisée,
- (iv) Les dispositions précédentes s'appliquent y compris en cas de changement de Fournisseur pour le point de Livraison considéré.

L'acceptation par le Distributeur d'une modification de l'Option Tarifaire prolonge la Période de Validité jusqu'à la date anniversaire de la modification.

5.2.5 Les Conditions Tarifaires applicables aux cas de modification d'Option Tarifaire : d'une Option Tarifaire avec souscription à une Option Tarifaire sans souscription, ou inversement :

Pour un point de Livraison raccordé à un réseau de Distribution :

- (i) Une modification, à la hausse ou à la baisse, est autorisée si aucune modification de sens contraire n'est intervenue dans les 12 (douze) mois précédant la date d'effet demandée,
- (ii) Dans le cas d'une modification à la hausse, c'est à dire dans le cas d'un passage d'une Option Tarifaire sans souscription à une Option Tarifaire avec souscription, et intervenant moins de 12 (douze) mois après une modification à la baisse, cette modification est autorisée et donne lieu alors au paiement d'un Complément de Prix en application de l'article 13.4, par le ou les Fournisseurs livrant le point pendant la période concernée,
- (iii) Une modification à la baisse, c'est à dire le passage d'une Option Tarifaire avec souscription à une Option Tarifaire sans souscription, dont la date d'effet demandée intervient moins de 12 (douze) mois après une hausse du niveau de souscription annuelle, n'est pas autorisée.
- (iv) Les dispositions précédentes s'appliquent y compris en cas de changement de Fournisseur pour le point de Livraison considéré.

L'acceptation par le Distributeur d'une modification de l'Option Tarifaire prolonge la Période de Validité jusqu'à la date anniversaire de la modification.

5.3 Préavis

5.3.1 Cas général

Sous réserve de l'article 17 et après avoir accepté la modification d'Option Tarifaire dans les conditions précisées aux articles 5.2.3, 5.2.4 et 5.2.5, le Distributeur met en œuvre cette modification à compter de la date demandée par le Fournisseur. Cette mise en œuvre ne pourra cependant pas intervenir avant l'écoulement d'un préavis minimum d'un mois à compter de la demande de modification du Fournisseur, sauf dans les cas particuliers décrits ci-après. Ce préavis pourra être unilatéralement rallongé par le Distributeur pour des motifs techniques objectifs mis en évidence lors de la vérification de la faisabilité ; le Fournisseur en sera informé avant l'expiration du préavis.

5.3.2 Cas particulier des souscriptions supplémentaires de Capacité Journalière d'Acheminement

Le préavis minimum pour une Souscription Mensuelle Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement est :

- de 15 (quinze) jours calendaires si le Fournisseur a demandé préalablement au Distributeur de vérifier la faisabilité de cette demande de modification,
- de 28 (vingt-huit) jours dans les autres cas.

Le préavis minimum pour une Souscription Journalière Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement est :

- de 7 (sept) jours calendaires si le Fournisseur a demandé préalablement au Distributeur de vérifier la faisabilité de cette demande de modification,
- de 15 (quinze) jours calendaires dans les autres cas.

5.3.3 Cas particulier d'un dépassement exceptionnel constaté de la Capacité Journalière d'Acheminement

Dans le cas où le Fournisseur constate, au cours d'un Mois M, un dépassement de la Capacité Journalière d'Acheminement, il peut demander soit une modification à la hausse de la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence, soit une Souscription Mensuelle Supplémentaire conformément à la procédure « dépassement exceptionnel de capacité journalière d'acheminement » validée par le GTG et publiée sur le site internet du GTG : www.gtq2007.com..

5.3.4 Cas particulier des premières Mise en Service

Lorsqu'un site est mis en service pour la première fois au cours d'un Mois M, le Fournisseur peut ajuster de façon rétroactive, jusqu'au 15 de M+1, la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence à la valeur de son choix, avec effet au 1^{er} Jour du Mois M.

ARTICLE 6 - DISPOSITIFS LOCAUX DE MESURAGE DES POINTS DE LIVRAISON

Chaque Point de Comptage et d'Estimation d'un Point de Livraison, [option : à l'exception de ceux soumis à l'Option Tarifaire TF,] est équipé d'un Dispositif Local de Mesurage auquel le Distributeur a accès à tout moment pour son contrôle et le relevé des Index.

6.1 Fréquence du relevé des Index

Le Distributeur est responsable du relevé des Index selon la fréquence suivante :

I. Pour un PCE nouvellement mis en service, les fréquences standard de relevé d'un point de Livraison des réseaux publics de Gaz naturel sont les suivantes :

- si la CAR déclarée est inférieure à 300 000 kWh, la fréquence standard de relevé est semestrielle. Elle est mensuelle pour les Clients équipés d'un Compteur Evolué ;
- si la CAR déclarée est comprise entre 300 000 et 5 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé est mensuelle ;
- si la CAR déclarée est supérieure à 5 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé est quotidienne.

II. Pour un PCE déjà raccordé à un réseau de Distribution de Gaz, la fréquence standard de relevé d'un point de Livraison des réseaux publics de Gaz naturel est la suivante :

- si la CAR est inférieure à 500 000 kWh, la fréquence standard de relevé qui était appliquée l'année précédente est conservée, à l'exception des PCE équipés d'un Compteur Évolué qui ont une fréquence standard de relevé mensuelle ;
- si la CAR est comprise entre 500 000 et 10 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé est mensuelle ;

- si la CAR est supérieure à 10 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé est quotidienne.

Par exception à ces règles :

- dès lors que le PCE présente pour la troisième année consécutive une CAR comprise entre 300 000 kWh et 500 000 kWh, la fréquence standard de relevé est mensuelle ;
- si la CAR est comprise entre 1 000 000 et 10 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé qui était appliquée l'année précédente est conservée, dès lors que celle-ci était mensuelle ou quotidienne ;
- dès lors que le PCE, dont la fréquence standard de relevé était quotidienne l'année précédente, présente pour la quatrième année consécutive une CAR inférieure ou égale à 5 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé du point de Livraison est mensuelle ;
- dès lors que le PCE présente pour la troisième année consécutive une CAR supérieure à 5 000 000 kWh, la fréquence standard de relevé du point de Livraison est quotidienne.

III. Dans tous les cas, les Compteurs des consommateurs à forte modulation intramensuelle sont relevés à une fréquence quotidienne. Sont considérés comme ayant une forte modulation intramensuelle les consommateurs qui remplissent pour la deuxième année consécutive les conditions suivantes :

- la CAR est supérieure à 2 000 000 kWh ;
- les quantités acheminées sur les 2 (deux) mois de plus forte consommation de l'année sont supérieures à 50 % de la consommation annuelle constatée. Ce ratio est calculé sur la période annuelle comprise entre le 1^{er} avril et 31 mars.

Un consommateur ne pourra voir sa fréquence standard de relevé repasser à une fréquence mensuelle s'il a été considéré comme ayant une forte modulation intramensuelle au cours de l'une des 3 (trois) dernières années.

IV. Les consommateurs ayant souscrit aux Options Tarifaires T4 et TP ont une fréquence de relevé quotidienne, indépendamment de leur CAR.

Une fréquence de relevé plus élevée que la fréquence standard de relevé définie par les règles ci-dessus peut être choisie par le Fournisseur, pour le client concerné et pour chaque Point de Livraison. Le tarif appliqué figure dans le Catalogue des Prestations Annexes.

La date des relevés mensuels ou semestriels pourra être différée ou anticipée de quelques jours en fonction de contraintes techniques ou opérationnelles.

Il est précisé s'agissant de la mesure :

- Les PCE faisant l'objet d'une mesure semestrielle et d'une fréquence standard de relevé semestrielle sont qualifiés de « 6M/6M »
- Les PCE faisant l'objet d'une mesure journalière et d'une fréquence standard de relevé mensuelle sont qualifiés de « J/M » ou « 1M »
- Les PCE faisant l'objet d'une mesure mensuelle et d'une fréquence standard de relevé mensuelle sont qualifiés de « M/M »
- Les PCE faisant l'objet d'une mesure journalière et d'une fréquence standard de relevé journalière sont qualifiés de « J/J ».

6.2 Contrôle du Dispositif Local de Mesurage

6.2.1. Le Distributeur procède ou fait procéder aux contrôles périodiques des éléments ou ensembles d'éléments du Dispositif Local de Mesurage en application de la réglementation. S'agissant des clients en Contrat unique, les conditions de mise en œuvre de ces contrôles sont définies dans les Conditions de Distribution.

6.2.2. Le Distributeur se réserve la possibilité de procéder ou faire procéder à tout moment, à ses frais, après information préalable du Client, au contrôle du bon fonctionnement de tout élément ou ensemble

d'éléments du Dispositif Local de Mesurage. Si un élément du Dispositif Local de Mesurage contrôlé n'est pas conforme à la réglementation, la partie propriétaire de l'élément non conforme procède ou fait procéder à ses frais à la mise en conformité dudit élément.

- 6.2.3.** Le Fournisseur peut à tout moment demander le contrôle de tout élément ou ensemble d'éléments du Dispositif Local de Mesurage, soit par le Distributeur, soit par un expert désigné d'un commun accord entre les Parties et le cas échéant le Client ; les Parties s'engagent dans ce dernier cas à accepter les conclusions de l'expert désigné. Les coûts du contrôle sont supportés par le Distributeur si l'élément ou l'ensemble d'éléments du Dispositif Local de Mesurage contrôlé à la demande du Fournisseur n'est pas conforme à la réglementation, et par le Fournisseur dans le cas contraire. Si un élément du Dispositif Local de Mesurage contrôlé n'est pas conforme à la réglementation, la partie propriétaire de l'élément non conforme procède ou fait procéder à ses frais à la mise en conformité dudit élément.

ARTICLE 7 - DÉTERMINATION DES QUANTITÉS

7.1 Détermination des Quantités Enlevées par Fournisseur au PITD

La Détermination des Quantités Enlevées par Fournisseur aux PITD est décrite dans la « Procédure d'allocation des quantités aux interfaces transport – distribution » validée par le GTG et publiée sur le site internet du GTG : www.gtg2007.com.

7.2 Détermination des Quantités Livrées aux Points de Comptage et d'Estimation

7.2.1 Points de Comptage et d'Estimation soumis à l'Option Tarifaire TF

[option : Les Quantités Livrées aux Points de Comptage et d'Estimation soumis à l'Option Tarifaire TF sont déterminées forfaitairement sur la base d'une quantité journalière par logement définie en application des articles L.452-2 et L.452-3 du code de l'énergie.**]**

7.2.2 Autres Points de Comptage et d'Estimation

Les Quantités Livrées à chaque Point de Comptage et d'Estimation sont déterminées lors des relevés des Points de Comptage et d'Estimation : relevés périodiques ou relevés ponctuels survenant lors de l'exécution d'une prestation contractuelle.

Lorsque le Distributeur peut accéder au Dispositif Local de Mesurage pour un relevé périodique ou obtenir un relevé à distance, les Quantités Livrées correspondent aux Quantités Mesurées. A défaut, les Quantités Livrées sont déterminées à partir soit d'un Index auto relevé par le Client, soit d'un Index calculé sur la base d'un historique de consommation selon une méthode publiée par le Distributeur sur son site Internet.

Lorsque le Distributeur n'a pu accéder au Dispositif Local de Comptage, ni obtenir un relevé à distance ni obtenir d'index auto-relevé par le Client, il procède aux démarches prévues par l'article L124-11 du code de la Consommation.

Dans les conditions prévues par les procédures validées par le GTG, l'Index utilisé en cas de changement de Fournisseur, de mise hors service ou de mise en service pourra être un Index auto relevé, un Index calculé à partir d'un Index auto relevé par le Client ou bien un Index calculé à partir d'un historique de consommation. Les Quantités Livrées déterminées à partir de ces index seront réputées être des quantités relevées.

7.3 Processus de réconciliation entre Quantités Estimées et Quantités Livrées

Le processus de réconciliation entre Quantités Estimées et Quantités Livrées est décrit dans la « Procédure d'allocation des quantités aux interfaces transport – distribution » validée par le GTG et publiée sur le site internet du GTG : www.gtg2007.com.

Le solde du Compte d'Écart Distribution est liquidé dans les conditions définies à l'article 14 ci-après.

ARTICLE 8 – CORRECTION DES QUANTITES MESUREES

8.1 Méthode de correction des Quantités Mesurées aux Points de Comptage et d'Estimation

8.1.1 Dysfonctionnement constaté lors d'opérations de vérification périodique

Si, à l'occasion d'une vérification périodique, un élément ou ensemble d'éléments du Dispositif Local de Mesurage est constaté non conforme par rapport à la réglementation, aucune correction des Quantités Mesurées ne sera appliquée pour ce motif à ce Point de Comptage et d'Estimation pour la période précédant le contrôle réglementaire, le Dispositif Local de mesurage étant réputé conforme à la réglementation jusqu'à la constatation du contraire.

8.1.2 Dysfonctionnement constaté en dehors des opérations de vérification périodique

En dehors des opérations de vérification périodique, le Distributeur peut constater des dysfonctionnements, tels que :

- arrêt ou dysfonctionnement du Dispositif Local de Mesurage ou du Système de Mesurage,
- Livraison du Gaz au Client sans utilisation de l'ensemble des éléments du Dispositif Local de Mesurage (notamment, mise en bipasse du Poste de Livraison Client),
- manipulation frauduleuse...

Dans ce cas, le Distributeur effectue une correction des Quantités Mesurées au(x) Point(s) de Livraison dans les conditions prévues par l'Annexe D « Méthode de détermination des volumes de Gaz livrés en cas dysfonctionnement du dispositif local de mesurage ». La correction porte sur la période de dysfonctionnement commençant à la moins éloignée des dates suivantes :

- la date de prescription légale opposable au Fournisseur par le Client pour un éventuel redressement de facturation, ou
- la date du dernier contrôle où l'élément ou l'ensemble d'éléments du Système de Mesurage a été constaté conforme, ou
- la date de Rattachement du Point de Livraison concerné au Contrat,

et finissant à la date où ledit élément ou ensemble d'éléments a été remis en conformité.

Le Distributeur informe le Client de l'estimation des consommations qu'il a produite et s'efforce à cette occasion de recueillir son accord. Il communique parallèlement au Fournisseur l'estimation qu'il a déterminée ainsi que les éléments de calcul justifiant cette estimation, sous réserve des obligations de confidentialité. Les redressements de facturation en résultant sont traités à l'article 16.

8.2 Contestation des corrections

Le Client dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour contester les quantités corrigées à compter de la mise à disposition des informations par le Distributeur. Le Fournisseur dispose de ce même délai pour pouvoir réagir à une question éventuelle du Client. Passé ce délai de 30 jours, le Distributeur considère que l'estimation produite est acceptée par le Client et le Fournisseur. Le Client conserve la possibilité de contester ultérieurement la quantité corrigée en adressant une réclamation à son Fournisseur ou au Distributeur.

Les demandes de modifications des Quantités Corrigées doivent être circonstanciées et justifiées. En fonction de ces justifications, des modifications peuvent être apportées dans les paramètres de calcul de l'évaluation.

A défaut d'accord entre les Parties, celles-ci font appel à un expert désigné d'un commun accord. Les frais d'expert sont partagés à parts égales entre les Parties. Les Parties s'engagent à accepter les conclusions de l'expert désigné dans les conditions décrites ci-avant.

8.3 Impact des corrections sur la facturation de l'Acheminement et sur le Compte d'Écart Distribution

Toute correction sur un Point de Comptage et d'Estimation résultant de l'application de l'article 8.1 dégage un écart positif ou négatif des Quantités Mesurées. Cet écart lorsqu'il n'a pas été pris en compte dans la détermination journalière définitive des Quantités Enlevées aux PITD définie à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, ouvre droit d'une part à un redressement de la facture d'Acheminement et d'autre part alimente le Compte d'Écart Distribution du Fournisseur.

ARTICLE 9 - MISE A DISPOSITION DES DONNÉES DE RELEVÉ

Le Distributeur met à disposition du Fournisseur par les moyens informatiques définis à l'article 12.1, l'ensemble des relevés :

- Qu'il collecte selon les fréquences standard de relevés définies à l'article 6 du Contrat et qu'il est tenu de publier conformément aux procédures validées par le GTG et publiées sur le site internet de la CRE,
- Pour les Points de Comptage et d'Estimation rattachés au Contrat et pour la période où il est Fournisseur de ces Points de Comptage et d'Estimation.

Ces données de relevé sont validées avant leur mise à disposition par les contrôles de compatibilité et les contrôles de vraisemblance selon les modalités définies par le Distributeur.

Pour les Points de Comptage et d'Estimation J/J et J/M, le Distributeur publie sur l'espace personnalisé :

- chaque jour, les télérelevés disponibles du jour pour les Points de Comptage et d'Estimation J/J ; ces relevés sont provisoires,
- chaque début du Mois M+1, dans un Délai Standard de Publication n'excédant pas 7 (sept) jours ouvrés, les relevés définitifs de chaque Jour du Mois M pour les Points de Comptage et d'Estimation J/J et J/M.

Pour les autres Points de Comptage et d'Estimation rattachés au Contrat, le Distributeur publie sur l'espace personnalisé :

- chaque début du Mois M+1, dans un Délai Standard de Publication n'excédant pas 7 (sept) jours ouvrés, les relevés mensuels des Points de Comptage et d'Estimation M/M,
- chaque Jour, au fil de l'eau et dans un Délai Standard de Publication n'excédant pas le 2^{ème} jour ouvré du Mois M+1, les relevés disponibles des Points de Comptage et d'Estimation 6M/6M et 1M.

Si les données relatives aux Points de Comptage et d'Estimation J/J, J/M, M/M et 1M visées à l'article 9 ne sont pas disponibles par les moyens informatiques définis à l'article 12.1, le Fournisseur peut adresser au Distributeur une fois par mois, à partir du 8^{ème} jour ouvré, une liste sous forme électronique des Points de Comptage et d'Estimation J/J, J/M M/M et 1M pour lesquels il n'a pas reçu de données.

Dans un délai de 10 (dix) jours ouvrés suivant la réception du fichier, le Distributeur complète cette liste avec les données dont il dispose et qui n'ont pas pu être publiées par les moyens informatiques définis à l'article 12.1.

ARTICLE 10 RECLAMATIONS CLIENT

Les Parties sont convenues d'appliquer la procédure « Réclamations Client » validée par le GTG et publiée sur le site du GTG : www.gtg2007.com.

Lorsque la réponse au Client incombe au Fournisseur, le Distributeur s'engage à fournir au Fournisseur les éléments de réponse dans un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter du jour où il est saisi de la réclamation.

Lorsque la réponse au Client incombe au Distributeur, celui-ci s'engage à répondre au Client dans un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter du jour où il est saisi de la réclamation.

Les réponses mentionnent les recours possibles.

ARTICLE 11 PLURALITE DE FOURNISSEURS

L'Annexe C « Traitement des points de Livraison composés de points de comptage et d'estimation alimentés simultanément par plusieurs Fournisseurs » définit les conditions dans lesquelles un Point de Comptage et d'Estimation peut être alimenté par plusieurs Fournisseurs. Ce Point de Comptage et d'Estimation constitue un Point de Livraison pour chacun des Fournisseurs.

ARTICLE 12 - MODALITÉS DES ÉCHANGES D'INFORMATIONS ET DE DONNÉES CONTRACTUELLES

12.1 Moyens informatiques mis à disposition du Fournisseur :

[à personnaliser : Le Distributeur développe et met à la disposition du Fournisseur un ensemble de moyens informatiques accessibles gratuitement par Internet (hors frais de connexion) qui constituent l'interface privilégiée des échanges de données entre le système d'information du Distributeur et celui du Fournisseur. Ces moyens informatiques se composent, notamment :

- d'un espace public librement accessible au travers d'un navigateur web et sur lequel sont notamment publiés la liste des PITD, le numéro unique d'appel dépannage, le Catalogue des Prestations Annexes, les conditions générales du CDG-F et les Conditions de Distribution du Distributeur.

- et d'un ensemble, soumis à un accès personnalisé et sécurisé, compartimenté pour chaque Fournisseur et composé par

- un espace personnalisé accessible au travers d'un navigateur web,

- un site FTP sécurisé,

- des services web permettant de faire communiquer à distance à travers le réseau Internet des applications du Distributeur avec des applications du Fournisseur indépendamment des plates-formes et des langages sur lesquelles elles reposent, à partir desquels chaque Fournisseur a accès aux données contractuelles le concernant et concernant ses Clients. Le Fournisseur a notamment accès aux données relatives aux Points de Livraison, aux éléments de facturation, aux relevés, aux demandes de modifications contractuelles et autres prestations ponctuelles. Les données contractuelles et les fonctionnalités accessibles sur cet espace sont susceptibles d'évoluer au fur et à mesure que le Distributeur réalise des développements sur ses moyens informatiques. Le Distributeur informera le Fournisseur de la mise en place de toute nouvelle fonctionnalité en respectant un délai de préavis suffisant. Le Distributeur pourra proposer par ailleurs des fonctions complémentaires payantes.]

Ces données contractuelles sont mises à jour par le Distributeur à l'exception :

- des données personnelles du client personne physique, telles que les « nom, prénom, civilité, adresse postale, coordonnées téléphoniques et courrier » ; ou
- des informations du Client, personne morale, telles que : « raison sociale, code NAF, adresse du siège et/ou de l'établissement concerné, coordonnées téléphoniques et courriel » :

Lorsqu'elles lui ont été communiqués par le Client, ces données sont transmises par le Fournisseur au Distributeur, et peuvent être mises à jour directement par le Fournisseur dans le Système d'Information du Distributeur.

La confidentialité et la sécurité du transfert de données entre les terminaux ou serveurs du Fournisseur et les serveurs du Distributeur est assurée par le chiffrement de la totalité des informations et données contractuelles échangées.

[option : Ce chiffrement qui doit être obligatoirement réalisé en HTTPS (a minima TLS 1.2) ou SFTP (a minima TLS 1.2) ou FTPS (a minima TLS 1.2) assure le rattachement des échanges d'informations et données contractuelles au nom de domaine et l'authentification du Distributeur.

L'authentification du Fournisseur pour l'espace personnalisé web est assurée par l'utilisation d'un mot de passe personnel associé à un identifiant personnel attribué conformément à l'Annexe E « Modalité d'accès des fournisseurs aux moyens informatiques ». Son authentification par les services web et pour le site FTP est assurée par des certificats X509.

Le Fournisseur s'engage à consulter les moyens informatiques mis à sa disposition aussi souvent que la bonne gestion de son activité le nécessite. La responsabilité du Distributeur ne saurait être engagée sur l'un quelconque de ces fondements : absence de consultation, consultation tardive ou irrégulière des données, impossibilité pour le Fournisseur d'accéder à son espace personnalisé non imputable au Distributeur.

Le Distributeur prend toutes dispositions pour assurer un accès continu aux moyens informatiques mis à disposition du Fournisseur et fait ses meilleurs efforts pour rétablir l'accès à ces moyens dans des délais appropriés.

Le Distributeur s'engage à partager toutes les informations disponibles dans l'heure de l'identification de l'incident et de donner dès que possible de la visibilité sur le planning de rétablissement.

Le Distributeur ne saurait être tenu pour responsable de retards ou de son impossibilité à remplir ses obligations contractuelles du fait de piratage informatique, ou de privation, suppression, interdiction temporaire ou définitive, pour quelque cause que ce soit (dont les pannes ou indisponibilités inhérentes au serveur d'hébergement ou de tout système d'information nécessaire à la transmission des données contractuelles), de l'accès au réseau Internet. Le Fournisseur est responsable des mesures appropriées qu'il doit prendre pour protéger ses matériels, données et logiciels notamment contre la contamination d'éventuels virus circulant sur le réseau Internet ou toute utilisation par des tiers non habilités.

Pour toute demande non gérée directement par les moyens informatiques mis à disposition du Fournisseur ou en cas d'indisponibilité de ceux-ci, le Fournisseur utilise un moyen écrit tel que le courrier ou la messagerie électronique permettant de conserver la trace de ses demandes. Dans ce cas, le Distributeur transmettra sous forme électronique, à l'interlocuteur que lui désignera le Fournisseur, les informations qui n'ont pas pu être mises à disposition.]

12.2 Informatique et libertés

Le Distributeur dispose de moyens informatiques lui permettant de réaliser ses missions de service public au sens du code de l'énergie, notamment l'Acheminement et la Livraison de Gaz au Client.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat unique souscrit par un Client, le Fournisseur transmet les coordonnées du Client au Distributeur, telles que définies à l'article 12.1 ci-dessus, lorsqu'elles lui ont été communiquées par le Client. Le Distributeur fera usage des coordonnées du Client, afin de réaliser ses missions de service public dont il est investi par le code de l'énergie et ce conformément aux finalités de traitement qui ont été portées à la connaissance du Client par l'intermédiaire des Conditions de Distribution, jointes en annexe G.

Dans le cadre de l'exécution du Contrat unique souscrit par un Client, le Distributeur transmet au Fournisseur des données de consommation concernant ce Client. Le Fournisseur fera usage des données de consommation du Client dans le respect de la réglementation relative à la protection des données personnelles.

Conformément au RGPD et à la Loi Informatique et Libertés modifiée, les droits d'accès, de rectification et de suppression des données du Client, ainsi que d'un droit à la limitation du traitement et à la portabilité du Client sont garantis par les Parties, selon des modalités précisées ci-après :

- Pour les Clients « personnes physiques » du Distributeur et du Fournisseur, à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** suivant,
- Pour les salariés des sociétés fournisseurs de Gaz, à l'Annexe E « Modalité d'accès des fournisseurs aux moyens informatique ».

12.3 Obligations des Parties en matière de protection des données à caractère personnel

12.3.1 Obligations en matière de confidentialité et de sécurité

Dans le cadre du présent Contrat et en application du RGPD et de la loi Informatique et Libertés modifiée, les Parties s'engagent à ce que leurs traitements de données à caractère personnel soient en conformité avec la réglementation en vigueur en la matière.

Le Fournisseur et le Distributeur sont considérés chacun comme responsable de traitement indépendants pour leurs traitements respectifs de données à caractère personnel, notamment en ce qui concerne la communication par transmission de données à caractère personnel relatives aux Clients.

Chaque Partie déclare présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que les traitements répondent aux exigences de sécurité et de

confidentialité des lois de protection des données à caractère personnel et garantissent la protection des droits de la personne concernée.

A ce titre, chaque Partie s'engage à :

- 1) Traiter les données à caractère personnel dans le seul but de fournir les services liés, dans le cadre du Contrat Unique, soit au Contrat de Fourniture pour le Fournisseur, soit aux Conditions de Distribution pour le Distributeur et selon les finalités définies et déclarées pour chacun d'eux et portées à la connaissance du Client;
- 2) Faciliter aux clients l'exercice de leurs droits tels que définis dans le RGPD ;
- 3) Supprimer les données à caractère personnel, conformément aux durées de conservation précisées au Contrat de Fourniture et aux Conditions de Distribution ainsi qu'aux législations en vigueur;
- 4) Fournir à l'autre Partie toutes informations utiles et toute l'assistance nécessaire pour la bonne exécution de ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel ;
- 5) Tenir un registre listant ses propres traitements de données en application du présent Contrat, conformément à l'article 30-1 du RGPD ;
- 6) Mettre en place et maintenir pendant toute la durée du Contrat toutes les mesures techniques et organisationnelles, notamment les mesures physiques et logiques, adaptées à la nature des données à caractère personnel traitées et aux risques présentés par les traitements effectués afin de :
 - (i) assurer la confidentialité, la disponibilité, la résilience et l'intégrité constantes des systèmes et des services de traitement des données à caractère personnel ;
 - (ii) héberger l'ensemble des données à caractère personnel dans des pays tiers conformément aux règles définies par le RGPD ;
 - (iii) tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ; et
 - (iv) protéger les données à caractère personnel contre toute destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisés, notamment lorsque le traitement des données à caractère personnel comporte des transmissions de données dans un réseau informatique, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées ;
 - (v) disposer et à appliquer un circuit d'alerte, de traitement et de compte-rendu des incidents de sécurité SI, qui doit permettre d'informer au plus tôt les interlocuteurs désignés par des moyens de communication sécurisés ;
 - (vi) disposer d'un processus de gestion de crise pour les cas de dysfonctionnements graves ou récurrents impactant le bon fonctionnement du service, les cas de comportements anormaux mettant en danger les SI ou la sécurité des données, et les cas d'escalade suite à des différends persistants entre le Fournisseur et le Distributeur ;
 - (vii) disposer de sauvegardes sécurisées et régulières des données ;
- 7) Assurer la gestion appropriée des réseaux informatiques et des autorisations d'accès logique et physique et ce, en conformité avec les règles de l'art ;
- 8) Assurer la mise en œuvre et le maintien des éléments de traçabilité nécessaires afin notamment de contrôler et vérifier l'identité de toute personne qui a accédé et traité les données à caractère personnel et effectuer les contrôles d'accès de sécurité nécessaires.

12.3.2 Information des Clients de la transmission de données à caractère personnel les concernant au Distributeur

Lors de la signature du Contrat de Fourniture, et par la communication des Conditions de Distribution ou de leurs évolutions, le Fournisseur informera chaque Client qu'il transmet au Distributeur des données à caractère personnel permettant l'identification du Client, et qu'elles seront utilisées par le Distributeur afin de lui permettre

de réaliser ses missions de service public dont il est investi par le code de l'énergie, et ce conformément aux finalités de traitement prévues dans les Conditions de Distribution.

Le Distributeur confie au Fournisseur la mise à jour des données personnelles d'identification du Client, tels que précisées à l'article 12.1 lorsqu'elles lui ont été communiquées par le Client.

12.3.3 Traitement des demandes des Clients relatives à leurs données à caractère personnel

Conformément aux dispositions du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés modifiée, le Fournisseur indiquera au Client les coordonnées de son service auquel il pourra adresser ses demandes en vue d'obtenir accès, rectification ou suppression de ses données à caractère personnel.

Lorsque le Fournisseur reçoit d'un client une demande relative aux données faisant l'objet d'un traitement par le Distributeur, le Fournisseur s'engage à transmettre ces demandes au Distributeur dans les meilleurs délais.

Le Client peut également adresser directement au Distributeur, comme précisé dans les Conditions de Distribution, une demande portant exclusivement sur les données traitées par le Distributeur.

Lorsque le Client adresse directement au Distributeur une demande relative aux données faisant l'objet d'un traitement par le Fournisseur, le Distributeur informe le Client que celui-ci doit adresser sa demande à son Fournisseur.

En cas de demande d'un Client pour accéder aux données le concernant, le Fournisseur transmettra au Distributeur la demande écrite du Client.

En cas de demande d'un Client pour accéder aux données le concernant, le Distributeur transmettra au Fournisseur la demande écrite du Client

[à personnaliser : En cas de demande de rectification ou de suppression de données à caractère personnel de la part du Client, le Fournisseur utilisera sa propre application informatique pour collecter les données du Client puis générer une demande de modification des caractéristiques du Client qui sera alors automatiquement prise en compte dans le système d'information du Distributeur. Le Fournisseur ne pourra être tenu pour responsable d'un acte dont la réalisation opérationnelle relève du Distributeur. À tout moment, le Fournisseur pourra y consulter les données et justifier de la mise à jour / suppression des données auprès de son Client.]

Les demandes manifestement infondées ou excessives seront traitées conformément aux dispositions du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés modifiée.

ARTICLE 13 - RÉMUNÉRATION DE L'UTILISATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION

Il est convenu entre les Parties que la Rémunération de l'utilisation du Réseau de Distribution se fait selon le mécanisme suivant :

- Le Distributeur facture le Fournisseur selon les modalités décrites à l'article 16 « Facturation et modalités de paiement » ;
- Le Fournisseur avance au Distributeur mensuellement la contre-valeur des sommes facturées ;
- Le Fournisseur facture simultanément au Client la fourniture de Gaz et l'utilisation du Réseau de Distribution ;
- Le Fournisseur recouvre les sommes dues auprès du Client. Néanmoins, le Contrat ne peut avoir pour effet de faire supporter au seul Fournisseur l'intégralité du risque d'impayés. Les modalités concernant la part du risque financier de non-paiement pour l'utilisation du Réseau de Distribution assumée par le Distributeur sont définies à l'article 16.6.

Les prestations non comprises dans le Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution sont réalisées et facturées conformément aux modalités du Catalogue des Prestations Annexes. Les principes décrits à l'article 16.6 s'appliquent également à ces prestations.

La Rémunération est fixée par la Commission de Régulation de l'Energie.

Elle est due pour chaque Point de Livraison, pour toute la Période de Validité.

La Rémunération pour tout Point de Livraison dont le Rattachement ou le Détachement est demandé au cours d'un mois civil est calculée *pro rata temporis* pour ledit mois.

L'Annexe B « Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution » décrit le tarif qui s'applique à la date d'entrée en vigueur du Contrat conformément à la réglementation.

13.1 Options Tarifaires sans souscription

Les Options Tarifaires sans souscription (T1, T2, T3) comprennent, pour chaque Point de Livraison, un Abonnement Annuel et un prix proportionnel aux Quantités Acheminées.

[option : L'Option Tarifaire TF applicable en l'absence de Compteur individuel correspond à un forfait fixé par le Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution.**]**

13.2 Options Tarifaires à souscription

13.2.1. L'Option Tarifaire T4 comprend, pour chaque Point de Livraison :

- un Abonnement Annuel,
- deux Termes Annuels de Capacité appliqués à la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence souscrite par le Fournisseur,
- le cas échéant, un Terme Mensuel de Capacité, en cas de Souscription Mensuelle Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement pour le Mois M dans les conditions prévues à l'article 5.1.2,
- le cas échéant, un Terme Journalier de Capacité, en cas de Souscription Journalière Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement pour un ou plusieurs Jour(s) du Mois M dans les conditions prévues à l'article 5.1.2,
- un terme proportionnel aux Quantités Livrées.

13.2.2. L'Option Tarifaire TP comprend, pour chaque Point de Livraison :

- un Abonnement Annuel,
- un Terme Annuel de Capacité appliqué à la Capacité Journalière d'Acheminement de Référence souscrite par le Fournisseur,
- le cas échéant, un Terme Mensuel de Capacité, en cas de Souscription Mensuelle Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement pour le Mois M dans les conditions prévues à l'article 5.1.2,
- le cas échéant, un Terme Journalier de Capacité, en cas de Souscription Journalière Supplémentaire de Capacité Journalière d'Acheminement pour un ou plusieurs Jour(s) du Mois M dans les conditions prévues à l'article 5.1.2,
- un Terme Annuel à la Distance déterminé proportionnellement à la distance à vol d'oiseau par rapport au Réseau de Transport le plus proche et affecté d'un coefficient de densité de population ;

13.2.3. Par dérogation aux stipulations précédentes, le Terme Annuel de Capacité, le Terme Mensuel de Capacité et le Terme Journalier de Capacité sont appliqués à un ensemble de Points de Livraison lorsque les souscriptions de Capacité Journalière d'Acheminement desdits Points de Livraison sont regroupées dans les conditions prévues à l'article 5.1.3 ; les prix unitaires de ces termes sont alors majorés de 20 %. L'Abonnement Annuel reste dû pour chaque Point de Livraison.

Les Points de Livraison regroupés apparaissent sur la facture comme un Point de Livraison unique ayant les caractéristiques suivantes :

- l'Abonnement Annuel est égal à l'Abonnement Annuel de l'Option Tarifaire T4 multiplié par le nombre de Points de Livraison regroupés,
- le Terme Annuel de Capacité, le Terme Mensuel de Capacité et le Terme Journalier de Capacité appliqués à la capacité regroupée sont majorés de 20 %,
- le terme proportionnel aux Quantités Acheminées est déterminé en cumulant les Quantités Livrées aux Points de Livraison regroupés.

13.3 Pénalités pour Dépassement des Capacités Journalières d'Acheminement

Des pénalités sont facturées au Fournisseur à chaque Dépassement de la Capacité Journalière d'Acheminement fixée pour un Point de Livraison au cours d'un Mois donné, conformément au tarif en vigueur. L'Annexe B « Tarif d'Utilisation des Réseaux de Distribution » décrit les dispositions qui s'appliquent à la date d'entrée en vigueur du Contrat.

Les pénalités sont recouvrées selon les mêmes modalités que la Rémunération.

13.4 Complément de Prix

Un Complément de Prix est dû par le Fournisseur dans le cas visé aux articles 5.2.3 (ii) et 5.2.5 (ii) d'une modification d'Option Tarifaire à la hausse intervenant moins de 12 (douze) mois après une modification à la baisse. Ce Complément de Prix est calculé de manière à neutraliser l'effet de la (des) baisse(s) de l'Abonnement Annuel, induite(s) par la (les) modification(s) à la baisse intervenue(s) au cours des 12 (douze) mois précédents.

- ✓ Pour les Options Tarifaires sans souscription, toute modification telle que prévue à l'article 5.2.3 (ii) donne lieu au paiement par le ou les Fournisseurs livrant le point pendant la période concernée, d'un Complément de Prix calculé *pro rata temporis*, sur la base de la différence entre les montants de l'Abonnement Annuel de la nouvelle et de l'ancienne Option Tarifaire, depuis la date d'effet de la baisse la plus ancienne intervenue dans les 12 (douze) mois précédents jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la modification demandée.
- ✓ Le passage d'une Option Tarifaire sans souscription à une Option Tarifaire avec souscription, dans les conditions prévues à l'article 5.2.5 (ii), donne lieu au paiement par le ou les Fournisseurs livrant le point pendant la période concernée, d'un Complément de Prix calculé *pro rata temporis* depuis la date d'effet de la baisse la plus ancienne intervenue dans les 12 (douze) mois précédents jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la modification, et égal à la somme :
 - de la différence entre les montants de l'Abonnement Annuel de la nouvelle et de l'ancienne Option Tarifaire,
 - et du montant de la Capacité Journalière d'Acheminement retenue.

Les Compléments de Prix sont recouverts selon les mêmes modalités que la Rémunération.

13.5 Prestations

Les Prestations Annexes sont rémunérées, en sus des sommes visées aux alinéas précédents, conformément aux conditions en vigueur à la date de la demande figurant dans le Catalogue des Prestations Annexes publié par le Distributeur.

13.6 Facturation de l'écart entre la capacité journalière d'Acheminement réputée souscrite et la capacité souscrite

En application de l'article 5.2.4 (ii), l'écart entre la capacité journalière d'Acheminement réputée souscrite et la capacité souscrite est facturé depuis la baisse à ou aux Fournisseurs livrant le point pendant la période concernée. Les termes mensuels et journaliers de capacité acquittés sur la période sont déduits de l'écart pour le ou les Fournisseurs pendant la période concernée.

Dans le cas visé à l'article 5.2.4 (ii), les pénalités éventuelles facturées pour Dépassements de Capacité Journalière d'Acheminement restent acquises au Distributeur.

ARTICLE 14 – LIQUIDATION DES COMPTES D'ECART DISTRIBUTION

La liquidation mensuelle et la liquidation annuelle des comptes d'écart Distribution sont effectuées conformément à la procédure « Règles d'allocations des quantités aux interfaces transport Distribution » en vigueur telle que publiée sur le site du GTG www.gtq2007.com.

ARTICLE 15 - GARANTIE

Le Contrat est conclu sous la condition suspensive de la remise par le Fournisseur au Distributeur d'une garantie à première demande dans un délai maximal de 2 (deux) mois après la date de sa signature, dans les conditions définies ci-dessous. Aucun Point de Comptage et d'Estimation ne pourra être rattaché au Contrat si la garantie n'est pas remise dans le délai sus-indiqué.

Si les Rémunérations Prévisionnelles dues au titre du Contrat sont supérieures à [à personnaliser], le Fournisseur doit fournir au Distributeur une garantie à première demande délivrée :

- ✓ ou bien par un établissement bancaire ayant un établissement en France et bénéficiant d'une Notation de Crédit Agréée,
- ✓ ou bien par une Société Affiliée bénéficiant d'une Notation de Crédit Agréée ;
- ✓ ou bien par un établissement bénéficiant d'un agrément au sens de l'article L.511-9 et suivants du code monétaire et financier, ayant un établissement en France et bénéficiant d'une Notation de Crédit Agréée.

Dans le cas où le Fournisseur bénéficie d'une Notation de Crédit Agréée, il n'est pas tenu de fournir au Distributeur une garantie à première demande.

Le Fournisseur peut procéder à un dépôt de garantie auprès du Distributeur en lieu et place de la garantie à première demande. Le montant de ce dépôt est calculé selon les mêmes modalités que celles de la garantie à Première Demande indiquées ci-dessus.

Le plafond de la garantie ou du dépôt de garantie sera indiqué dans l'acte de garantie et représente une somme équivalente à 1/12^{ème} (un douzième) des Rémunérations prévisionnelles dues au titre du Contrat.

Au plus tard quinze jours ouvrés avant l'échéance de la garantie, le Fournisseur est tenu de remettre au Distributeur une nouvelle garantie à première demande conforme aux dispositions du présent article, et ce pendant toute la durée du Contrat.

Chaque nouvelle garantie indiquera un plafond ajusté à la hausse ou à la baisse pour tenir compte des Rattachements ou Détachements de Points de Livraison intervenus pendant l'année contractuelle.

Toutefois lorsque l'évolution en cours d'année, du cumul des Rémunérations prévisionnelles conduit à un ajustement du plafond supérieur ou inférieur en valeur absolue à 20% (vingt pour cent) du plafond de la garantie en cours de validité, le Fournisseur notifie au Distributeur cette évolution dans les meilleurs délais.

Le Fournisseur procède à un ajustement du montant de la garantie dans un délai de deux mois à compter de cette notification.

A défaut, cet ajustement de la garantie pourra être réclamé par le Distributeur.

Le Fournisseur s'engage à tenir informé dans les plus brefs délais le Distributeur au cas où lui-même, l'établissement ayant délivré la garantie ou la Société Affiliée ne remplirait plus les conditions de Notation de Crédit Agréée. Le Fournisseur est alors tenu de constituer ou de reconstituer sa garantie ou un dépôt de garantie dans un délai de deux mois à compter de cette information. A défaut, une garantie conforme aux dispositions du présent article sera réclamée par le Distributeur au Fournisseur, qui disposera de deux mois à compter de cette demande pour remettre au Distributeur la garantie réclamée.

En cas de retard du Fournisseur lors de la révision du montant de sa garantie à première demande ou du dépôt de garantie ou du renouvellement de la garantie à première demande dans les conditions définies ci-dessus, le Fournisseur sera redevable envers le Distributeur d'une pénalité pour défaut de constitution de garantie correspondant à l'application d'un taux égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur appliqué au montant

du plafond de garantie. Cette pénalité est exigible de plein droit le jour suivant la date limite de remise (dit « Jour J ») au Distributeur du renouvellement, de l'ajustement ou de la reconstitution de la garantie par le Fournisseur. La pénalité peut être reconduite deux fois si la garantie n'a toujours pas été produite par le Fournisseur un (1) mois après le Jour J et deux (2) mois après le Jour J.

Dans l'hypothèse où le Fournisseur n'aurait toujours pas remis au Distributeur la garantie exigée dans les conditions du présent article et ce dans un délai de trois (3) mois à compter du jour J, le Fournisseur ne pourra plus rattacher au Contrat de Points de Comptage et d'Estimation tant que ladite garantie ne sera pas remise au Distributeur, sans préjudice du droit pour le Distributeur de prononcer la résiliation du Contrat au titre de l'article 28 du Contrat.

ARTICLE 16 - FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT

Une facture est émise pour chaque Mois M et adressée par le Distributeur au Fournisseur après la fin dudit Mois.

16.1 Calendrier de facturation de l'Acheminement

[à personnaliser : La Rémunération définie à l'article 13 ci-avant est facturée selon le calendrier suivant :

- pour les Points de Livraison composés de Points de Comptage et d'Estimation J/J, les Quantités Livrées déterminées à partir des relevés effectués pendant le Mois M sont facturées sur la facture du Mois M établie en M+1,
- pour les autres Points de Livraison, les Quantités Livrées déterminées à partir des relevés effectués pendant le Mois M sont facturées sur la facture du Mois M+1 établie en M+2.]

16.2 Facturation et remboursement du Terme de facturation provisoire

[option : Pour compenser le décalage entre le moment où la prestation d'Acheminement et de Livraison est réalisée et le moment où les Quantités Livrées sont facturées, une estimation est facturée mensuellement sur la base des Quantités Estimées provisoires du Mois. Cette estimation est régularisée progressivement au fur et à mesure de la facturation définitive calculée sur les Quantités Livrées.]

16.2.1 Points de Livraison composés de Points de Comptage et d'Estimation 1M, J/M ou M/M

[option : Le terme de facturation provisoire facturé sur la facture du Mois M établie en M+1 est calculé pour chaque Option Tarifaire et égal à la somme de deux termes :

- ✓ Un douzième de l'Abonnement Annuel multiplié par le nombre de PDL qui, le 15 du Mois M, étaient soumis à l'Option Tarifaire concernée
- ✓ Le prix proportionnel multiplié par le cumul pour le Mois M et pour l'ensemble des PDL soumis à l'Option Tarifaire concernée, des Quantités Estimées déterminées en cours de Mois dans les conditions de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Le remboursement du terme de facturation provisoire est fait :

- ✓ intégralement sur la facture du Mois M+1 établie en M+2, pour les PCE J/M et M/M
- ✓ intégralement sur la facture du Mois M+1 et M+2, établie en M+2 et M+3, pour les PCE 1M.]

16.2.2 Points de Livraison composés de Points de Comptage et d'Estimation 6M/6M

[option : Le terme de facturation provisoire facturé sur la facture du Mois M établie en M+1 est calculé pour chaque Option Tarifaire et égal à la somme de deux termes :

- ✓ Un douzième de l'Abonnement Annuel multiplié par le nombre de PDL qui, le 15 du Mois M, étaient soumis à l'Option Tarifaire concernée
- ✓ Le prix proportionnel multiplié par le cumul pour le Mois M et pour l'ensemble des PDL soumis à l'Option Tarifaire concernée, des Quantités Estimées déterminées en cours de Mois dans les conditions de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

La facturation définitive est établie d'après les Quantités Livrées sur la base d'un calcul de moyenne, comme suit :

- ✓ Pour 1/12^{ème} des quantités sur la facture du Mois M+1 puisque 1/6^{ème} des PCE sont relevés au cours du Mois M, en moyenne au milieu du Mois, et que ce relevé inclut donc pour ces PCE la moitié des quantités du mois M
- ✓ Pour 1/6^{ème} des quantités sur la facture du Mois M+2 puisque 1/6^{ème} des PCE sont relevés le Mois M+1 et que ce relevé inclut pour ces PCE la totalité des quantités du mois M,
- ✓ Pour la même raison, pour 1/6^{ème} des quantités sur les factures respectivement des Mois M+3, M+4, M+5 et M+6,
- ✓ Pour 1/12^{ème} des quantités sur la facture du Mois M+7 puisque 1/6^{ème} des PCE sont relevés au cours du Mois M+6, en moyenne au milieu du Mois, et que ce relevé inclut donc pour ces PCE la moitié des quantités du mois M.

Le remboursement intégral du terme de facturation provisoire se fait donc de la façon suivante : 1/12^{ème} sur la facture du Mois M+1, 1/6^{ème} sur les factures respectivement des Mois M+2, M+3, M+4, M+5 et M+6 et 1/12^{ème} sur la facture du Mois M+7.]

16.3 Facture mensuelle d'Acheminement

[à personnaliser : La facture mensuelle du Mois M comporte :

- la somme des Rémunérations définies à l'article 13 ci-avant selon le calendrier défini à l'article 16.1,
- Les termes de facturation provisoire facturés au titre du Mois M et les régularisations au titre des Mois précédents selon les dispositions de l'article 16.2,
- Le paiement de la composante de gestion clientèle en application de l'Annexe F « Prestations de gestion clientèle »,
- les taxes et prélèvements applicables, dans les conditions visées à l'article 23 du Contrat,

et, le cas échéant,

- les pénalités facturées au Fournisseur pour le Mois en application de l'article 13.3,
- les Compléments de Prix facturés au Fournisseur pour le Mois ou pour l'Année en application de l'article 13.4,
- les régularisations consécutives aux anomalies résolues au cours du Mois,
- les redressements de facturation de l'Acheminement consécutifs à une correction opérée conformément à l'article 8,
- les Prestations Annexes en application de l'article 13.5,
- la régularisation des sommes calculées en application de l'article 14.

La facture du Mois de mars comporte en outre, le cas échéant, la régularisation annuelle calculée en application de l'article 14.]

Les intérêts de retard dus au titre des factures antérieures et calculés en application du présent article sont portés par une facture d'intérêts de retard dédiée.]

16.4 Modalités de paiement

Si le Fournisseur opte pour le paiement des factures par chèque ou par virement bancaire, le règlement doit intervenir dans les quinze jours calendaires à compter de la date d'émission de la facture. Si le quinzième jour est un dimanche ou un jour férié, la date de règlement est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Si le Fournisseur opte pour le paiement des factures par prélèvement automatique, le règlement doit intervenir dans les trente jours calendaires à compter de la date d'émission de la facture. Si le trentième jour est un dimanche ou un jour férié, la date de règlement est reportée au premier jour ouvrable suivant.

16.5 Modalités de règlement

Les règlements se font en euros.

Un paiement est considéré comme effectué lorsque le compte bancaire du Distributeur a été crédité de l'intégralité du montant facturé.

Aucun escompte n'est accordé en cas de paiement anticipé.

En cas de retard dans le règlement de tout ou partie d'une facture, les sommes dues portent intérêt, par application d'un taux égal à 3 (trois) fois le taux d'intérêt légal à la date d'exigibilité de la facture, conformément à l'article L. 441-6 du code de commerce, décompté sur le nombre exact de jours écoulés entre la date d'exigibilité du paiement et la date de paiement effectif. Ces pénalités de retard sont exigibles de plein droit le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture.

Si le Fournisseur conteste tout ou partie d'une facture, il doit néanmoins verser l'intégralité du montant de la facture dans les conditions prévues ci-avant, sauf en cas d'erreur manifeste du Distributeur.

Tout réajustement d'une facture contestée porte intérêt sur la base d'un taux égal au taux interbancaire à un mois offert dans la zone Euro (Euribor 1 mois) pour le dernier mois du trimestre civil précédant le mois d'émission de la facture, décompté sur le nombre exact de jours écoulés entre la date au plus tard du règlement initial telle que définie au présent article et la date limite du règlement final.

16.6 Dispositions concernant les Créances Acheminement du Client Irrécouvrables

Les Parties conviennent que le reversement par le Fournisseur, des sommes dues au Distributeur, se fait dans les conditions décrites aux articles 13 et 16.1 à 16.5 ci-dessus, sous réserve du respect de la procédure suivante :

- (i) Le Fournisseur s'engage à avancer au Distributeur mensuellement la contre-valeur des sommes facturées selon les modalités définies aux articles 16.1 à 16.5, sans préjudice du paiement effectif par le Client au Fournisseur des sommes dues tant à son égard qu'à l'égard du Distributeur pour l'utilisation du Réseau de Distribution et les Prestations Annexes fournies par le Distributeur.

Le Distributeur rembourse l'avance consentie par le Fournisseur sur communication de la Pièce Justificative spécifiant le montant des sommes avancées par le Fournisseur au Distributeur au titre de l'utilisation du Réseau de Distribution par le Client et des Prestations Annexes fournies par le Distributeur et qui ont été passées en irrécouvrables au cours de la Période Considérée précédente.

- (ii) Dans un délai maximum de 1 (un) mois suivant chaque Période Considérée dans le cas où celle-ci serait trimestrielle ou semestrielle, ou dans un délai maximum de 3 (trois) mois suivant chaque Période Considérée dans le cas où elle serait annuelle, le Fournisseur dépose sur la Plate-Forme mise à sa disposition par le Distributeur, la Pièce Justificative comportant les informations suivantes :
 - a. La liste des Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation concernés par la demande de remboursement du montant de la Créance Acheminement du Client Irrécouvrable ;
 - b. Pour chacun des Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation, le montant de la Créance Acheminement du Client Irrécouvrable dont le Fournisseur demande le remboursement pour la Période Considérée précédente, au titre de l'utilisation du Réseau de Distribution et des Prestations Annexes fournies par le Distributeur ; avec application le cas échéant d'un prorata en cas de paiement partiel de la Créance client par le client dénommé
 - c. Le montant des Intérêts sur Avances de Trésorerie dus au titre de la somme des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables mentionnées au point b) ci-dessus pour la Période Considérée précédente et calculé conformément au point (iii) ci-dessous ;

d. Le montant d'encaissements subséquents relatifs à une Créance Acheminement du Client Irrécouvrable remboursée par le Distributeur en cas de règlement partiel ou total par un Client d'une Créance Acheminement du Client Irrécouvrable pour un Point de Livraison ou Point de Comptage et d'Estimation donné, postérieurement au dépôt d'une demande de remboursement par le Fournisseur sur la Plate-Forme correspondant à ladite Créance Acheminement du Client Irrécouvrable ;

(iii) Les Intérêts sur Avances de Trésorerie (IAT) que le Distributeur verse au Fournisseur en application du c) ci-dessus, sont calculés comme suit :

$$IAT = M * \tau * D/B$$

Où :

IAT = Montant des Intérêts sur Avances de Trésorerie dus pour la Période Considérée au titre de la somme des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables de la Période Considérée.

M = Montant de la somme totale des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables hors toutes taxes demandées au remboursement par le Fournisseur au titre de la Période Considérée.

τ = Valeur du « taux EURIBOR – 12 mois » + 0,6% au premier jour du mois au cours duquel est intervenue la demande de remboursement adressée par le Fournisseur au Distributeur moins 365 jours calendaires. Si le jour pointé n'a pas fait l'objet d'une parution du taux EURIBOR 12 mois pour cause de jour férié bancaire, le taux qui s'applique est celui du premier taux EURIBOR 12 mois après la date pointée.

La valeur τ faisant foi pour le calcul des IAT est celle publiée sur le site internet de la Banque de France exprimé en pourcentage (par exemple, un taux EURIBOR 12 mois publié sur le site internet de la Banque de France de 0,456 correspond à un taux de 0,456% et donc à 0,00456 dans la formule ci-dessus).

D = 18 mois, soit 547 jours calendaires.

B = Durée en jours d'une année calendaire base 365.

(iv) Lorsque le Distributeur constate, pour un ou plusieurs Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation donnés, que le montant de la Créance Acheminement du Client Irrécouvrable est inférieur ou égal aux sommes facturées par le Distributeur pour ledit ou lesdits Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation, le Distributeur rembourse le montant de la Créance Acheminement du Client Irrécouvrable demandé par le Fournisseur pour ce ou ces Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation donnés, selon les modalités définies au point (v).

Lorsque le Distributeur constate, pour un ou plusieurs Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation donnés, que le montant de la Créance Acheminement du Client Irrécouvrable est supérieur aux sommes facturées par le Distributeur pour ledit ou lesdits Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation, le Distributeur s'engage à communiquer, dans un délai maximal de 30 (trente) jours calendaires, au Fournisseur le montant qu'il a facturé pour comparaison et rembourse le montant facturé par le Distributeur pour ce ou ces Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation donnés, selon les modalités définies au point (v).

(v) Le dépôt sur la Plate-Forme, par le Fournisseur, de l'intégralité des informations de la Pièce Justificative vaut, pour la Créance Acheminement du Client Irrécouvrable et les Points de Livraison ou Points de Comptage et d'Estimation en question, demande de remboursement.

S'agissant des modalités de remboursement des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables, le Fournisseur choisit l'une des modalités suivantes :

a. A compter du dépôt de la Pièce Justificative, le Distributeur établit un avoir soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, après application le cas échéant du point (iv), qui sera reporté sur la facture mensuelle d'Acheminement au profit du Fournisseur, dans les conditions suivantes :

- le Distributeur établit un avoir au plus tard porté sur la facture mensuelle d'Acheminement du mois au cours duquel la Pièce Justificative est déposée ;
 - Passé ce délai, cet avoir portera intérêts à hauteur de 3 (trois) fois le taux d'intérêt légal.
- b. A compter du dépôt de la Pièce Justificative, le Distributeur établit un avoir spécifique soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, après application le cas échéant du point (iv), et procède au paiement du montant des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables, y compris les intérêts, dans un délai de 30 (trente) jours calendaires. Passé ce délai, cet avoir portera intérêts à hauteur de 3 (trois) fois le taux d'intérêt légal.
- (vi) En cas de règlement partiel ou total par un Client d'une Créance Acheminement du Client Irrécouvrable pour un Point de Livraison ou Point de Comptage et d'Estimation donné, postérieurement au dépôt d'une demande de remboursement par le Fournisseur sur la Plate-Forme correspondant à ladite Créance Acheminement du Client Irrécouvrable, le Fournisseur devra le mentionner dans la Pièce Justificative fournie au titre de la Période Considérée au cours de laquelle est intervenu ce règlement partiel. Le montant de ce règlement partiel sera déduit du montant total des Créances Acheminement du Client Irrécouvrables à rembourser par le Distributeur au titre de cette même Période Considérée ou de la(les) suivante(s) si le montant précité s'avère être insuffisant pour procéder à une telle déduction.
- (vii) Le Fournisseur transmettra une fois par an (si possible en janvier et en tout état de cause au plus tard fin mars) une Attestation émise par un tiers expert indépendant (commissaire aux comptes notamment).
- (viii) Une fois par an et afin de permettre au Distributeur d'estimer ses provisions comptables pour risques et charges, le Distributeur pourra solliciter du Fournisseur la communication d'une estimation de son taux d'irrécouvrable sur la part Acheminement pour l'année calendaire précédente, sans obligation pour ce dernier de le fournir.
- (ix) le Distributeur se réserve la possibilité de faire réaliser un Audit par un tiers expert indépendant choisi conjointement par les Parties et dont les modalités d'audit seront déterminées par les Parties. Cet Audit ne pourra avoir lieu plus d'une fois par année civile. Dans le cas où cet Audit relèverait une anomalie significative, les Parties conviennent de se rencontrer dans les meilleurs délais afin de convenir d'une rectification financière.

ARTICLE 17 - DIMENSIONNEMENT DU RESEAU

17.1 Capacité du Réseau de Distribution

Toute demande au titre de l'article 4 ou de l'article 5 du Contrat ayant pour effet d'augmenter la Capacité Journalière d'Acheminement d'un Point de Livraison est soumise à l'examen de sa faisabilité en fonction de la capacité du Réseau de Distribution. Au cas où la capacité du Réseau de Distribution ne permettrait pas de satisfaire la demande du Fournisseur à la date souhaitée, les Parties conviennent de se rapprocher afin de définir ensemble les conditions dans lesquelles la demande pourra être satisfaite.

17.2 Prévisions d'Acheminement

Afin de permettre au Distributeur d'anticiper les évolutions des réseaux, le Fournisseur lui communiquera une fois par an, au cours du deuxième trimestre de l'année, ses meilleures prévisions à un horizon de 3 (trois) ans sur les consommations des Clients pour lesquels une augmentation de CAR ou CJA pourrait avoir un impact significatif sur le dimensionnement des réseaux : PCE à l'Option Tarifaire T4 ou TP. Ces prévisions ne constituent pas un engagement de la part du Fournisseur.

Ces perspectives d'évolution seront utilisées d'une part pour permettre aux transporteurs de dimensionner en conséquence les Postes de Livraison Transport/Distribution et les antennes régionales transport et, d'autre part, pour permettre au Distributeur de prévoir les besoins de renforcement de son réseau.

ARTICLE 18 - OPÉRATIONS SUR RESEAU ET INTERVENTIONS SUR POSTES DE LIVRAISON

En exécution de ses obligations et sous réserve des cas d'interruption autorisée, le Distributeur assure la continuité de l'Acheminement du Gaz.

18.1 Opérations ou travaux programmés sur le Réseau de Distribution

Dans le respect des exigences réglementaires et en conformité avec les Contrats de concession signés avec les autorités concédantes, le Distributeur fait ses meilleurs efforts pour effectuer toutes opérations ou tous travaux sur le Réseau de Distribution dans des conditions minimisant les conséquences de ces opérations ou travaux sur les Fournisseurs ou Clients.

Dans le cas où de telles opérations ou travaux sont susceptibles d'affecter les Livraisons de Gaz naturel au Client, le Distributeur informe le Client au moins 5 (cinq) jours à l'avance de telles opérations ou travaux et précise dans quelle mesure et pour quelle durée les Livraisons en sont affectées. Pour les Points de Livraison soumis à une Option Tarifaire à souscription, la programmation des travaux fait l'objet d'une concertation préalable avec le Client dont le Fournisseur sera tenu informé.

Pendant la réalisation des opérations ou travaux programmés, les obligations du Distributeur sont suspendues pour la durée et dans la limite des effets de ces opérations ou travaux sur ces obligations. Dans le respect des obligations légales et réglementaires, le Distributeur répercute les conséquences de ces opérations sur l'ensemble des Fournisseurs ou Clients de façon équitable. Dans le cas où des opérations ou travaux programmés entraînent une interruption de fourniture de plus de 24 (vingt-quatre) heures consécutives, le Fournisseur est délié de son obligation de paiement de l'Abonnement Annuel pour toutes les Options Tarifaires, et du Terme de Souscription et, le cas échéant, de Distance pour les Options Tarifaires à souscription, mais uniquement pour les Points de Livraison et pour chaque Jour concernés.

18.2 Interventions sur les Postes de Livraison à l'initiative du Distributeur

Dans le respect des exigences réglementaires, le Distributeur peut procéder, après information du Fournisseur au moins 5 (cinq) jours à l'avance, à l'interruption de fourniture d'un Point de Livraison d'un Client en Contrat unique qui ne respecte pas ses obligations au titre des Conditions de Distribution. Cette interruption ne constitue pas un motif légitime de Détachement anticipé du Point de Livraison au sens de l'article 4.3. Le Distributeur garantit le Fournisseur contre tout recours ou action d'un Client à ce titre.

La résiliation par le Distributeur des Conditions de Distribution due aux manquements graves et répétés du Client, constitue un motif légitime de Détachement anticipé du Point de Livraison au sens de l'article 4.3.

18.3 Intervention à l'initiative du Fournisseur pour impayé

Le Fournisseur peut demander au Distributeur, selon les modalités définies à la procédure « Déplacement pour impayé » validée par le GTG et publiée sur le site internet du GTG : www.gtq2007.com, d'interrompre la fourniture en Gaz d'un Point de Livraison, quand le Client ne respecte pas ses obligations de paiement au titre de son Contrat de Fourniture de Gaz. Le Distributeur s'engage à réaliser cette intervention dans les conditions figurant au Catalogue des Prestations Annexes. Les frais de l'intervention sont à la charge du Fournisseur.

Lorsque la fourniture a été interrompue, le Fournisseur peut demander à tout moment son rétablissement selon les modalités décrites dans la procédure GTG « Déplacement pour impayé ». Une interruption de fourniture au titre du présent article ne constitue pas un motif légitime de Détachement anticipé du Point de Livraison au sens du 3^{ème} alinéa de l'article 4.3.

ARTICLE 19 - SÉCURITÉ ET INSTRUCTIONS OPÉRATIONNELLES

Le Fournisseur s'engage, pour des raisons de sécurité, à faire figurer sur toutes les factures qu'il adresse à ses clients le numéro unique de dépannage qui lui sera communiqué par le Distributeur.

En dépit de toute stipulation éventuelle contraire, le Distributeur, agissant en Opérateur Prudent et Raisonnable, peut mettre en œuvre à tout moment toute action visant à préserver la sécurité des biens et des personnes et/ou l'intégrité du Réseau de Distribution et/ou à garantir l'exécution de ses obligations légales ou réglementaires, y compris toute action ayant pour conséquence une réduction ou une interruption de la prestation d'Acheminement et de Livraison, y compris une interruption de fourniture sur les postes de ses Clients, sous réserve d'un traitement équitable des Fournisseurs dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

Le Distributeur avertit sans délai le Fournisseur affecté par la réduction ou l'interruption. Le Fournisseur ne peut en aucun cas prétendre à quelque indemnisation que ce soit de ce fait de la part du Distributeur ou de ses assureurs.

ARTICLE 20 - FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES ASSIMILÉES

Pour les besoins du Contrat, est considéré comme un événement de force majeure :

- a. tout événement échappant au contrôle de la Partie invoquant la force majeure, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du Contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, ayant pour effet de l'empêcher d'exécuter tout ou partie de l'une quelconque de ses obligations découlant du Contrat, tel que défini à l'article 1218 nouveau du code civil ;
- b. toute circonstance visée ci-après ne réunissant pas les critères énoncés à l'alinéa (a) précédent, et dont la survenance affecte la Partie qui l'invoque et l'empêche d'exécuter tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du Contrat :
 - bris de machine ou accident d'exploitation ou de matériel, qui ne résulte pas d'un défaut de maintenance ou d'une utilisation anormale des installations,
 - fait d'un tiers dont la survenance ne pouvait être raisonnablement prévue par la Partie invoquant la force majeure, agissant en Opérateur Prudent et Raisonnable,
 - fait de l'Administration ou des Pouvoirs Publics,
 - mise en œuvre du plan national d'urgence Gaz prévu par l'arrêté du 28 novembre 2013 portant adoption du plan d'urgence Gaz pris en application du règlement (UE) n° 994/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en Gaz naturel et abrogeant la directive 2004/67/CE du Conseil,
 - la guerre, les émeutes et révolutions, les actes de terrorisme, les attentats, les sabotages, , un phénomène sismique, une inondation, un incendie empêchant l'exécution du Contrat, ainsi que toute catastrophe naturelle au sens de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982..

La Partie invoquant un événement de Force Majeure, doit en avertir l'autre Partie dans les meilleurs délais, par message électronique, lui préciser la nature de l'évènement, ses conséquences et sa durée probable, et en donner confirmation écrite. Les Parties se tiendront mutuellement informées autant que nécessaire au cours de l'évènement de Force Majeure.

Lorsque le Distributeur invoque un événement de Force Majeure, il est délié de ses obligations au titre du Contrat pour la durée et dans la limite de ses effets sur ses obligations. Agissant en Opérateur Prudent et Raisonnable, il prend toute mesure permettant de minimiser les effets de l'évènement ou de la circonstance visé au présent paragraphe et s'efforce d'assurer dès que possible la reprise normale de l'exécution du Contrat.

Lorsque le Fournisseur ou le Distributeur invoque un événement de Force Majeure et que cet événement entraîne une interruption de fourniture de plus de 24 (vingt-quatre) heures consécutives, le Fournisseur est délié de son obligation de paiement de l'Abonnement Annuel pour toutes les Options Tarifaires, et du Terme de Souscription et, le cas échéant, du Terme Annuel à la Distance pour les Options Tarifaires à souscription, pour les Points de Livraison concernés et pour la durée de l'évènement de Force Majeure au-delà des 24 (vingt-quatre) heures consécutives.

Si le Fournisseur invoque un événement de Force Majeure ayant pour origine un événement intervenu sur les réseaux amont et/ou sur ses approvisionnements, il a la faculté de demander au Distributeur la Mise hors Service de Points de Livraison, à l'exception de ceux des Clients assurant des missions d'intérêt général. Il communique à cette fin au Distributeur tous éléments utiles (liste des Clients et PITD concernés, ordre de priorité...). L'information des Clients concernés incombe au Fournisseur. Le Distributeur fera ses meilleurs efforts pour procéder aux Mises hors Service demandées par le Fournisseur dans les délais compatibles avec les moyens dont il dispose. Les frais de Mise hors Service puis de Remise en Service sont à la charge du Fournisseur. Jusqu'à la Mise hors Service, les Quantités Acheminées sont affectées au Fournisseur conformément à l'article 7.

La Partie invoquant la Force Majeure n'encourt aucune responsabilité et n'est tenue d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'autre Partie du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de

ses obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause exclusive la survenance d'un événement de Force Majeure.

Dans l'hypothèse où la survenance d'un événement ou circonstance de Force Majeure empêcherait l'une des Parties d'exécuter ses obligations pour une durée supérieure à 1 (un) mois, les Parties se rencontreront en vue d'examiner les adaptations à apporter à leurs obligations respectives au titre du Contrat pour tenir compte de cette nouvelle situation. Si la situation de Force Majeure se prolongeait plus de trois mois, la Partie la plus diligente pourrait prononcer la résiliation du Contrat sans préavis, formalités ni indemnité. Il serait alors procédé à la liquidation des comptes en cours.

ARTICLE 21 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

21.1 Responsabilité à l'égard des tiers

Le Distributeur et le Fournisseur supportent, chacun en ce qui le concerne, toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils encourent en vertu du droit commun à raison de tous dommages matériels ou immatériels, de quelque nature que ce soit, causés aux tiers, à l'occasion de l'exécution des obligations qui leur incombent respectivement dans le cadre du Contrat.

Chaque Partie s'engage à garantir l'autre Partie de tout dommage qu'elle aurait été amenée à réparer et qui résulterait directement de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse par la première Partie de ses obligations au titre du Contrat. Cette garantie est stipulée sous réserve que la Partie bénéficiant de la garantie ait mis l'autre Partie à même de participer pour sa part aux négociations avant toute solution au litige et/ou à la procédure engagée avec le ou les tiers, notamment par une information selon les modalités décrites à l'article 12 ou par une demande d'intervention forcée pour appel en garantie.

Par ailleurs, le Fournisseur s'engage à garantir le Distributeur contre tout recours de tiers se prévalant de droits de propriété portant sur le Gaz.

21.2 Cas particulier de la responsabilité à l'égard des Clients

Les obligations du Distributeur stipulées dans les Conditions de Distribution, notamment celles relatives aux caractéristiques et à la pression du Gaz livré en un Point de Livraison, sont établies directement et exclusivement au profit du Client, tiers au Contrat, et ne créent aucun droit au bénéfice du Fournisseur.

Le Distributeur est seul responsable des dommages causés au Client en cas de non-respect d'une ou plusieurs obligations mises à sa charge aux termes des Conditions de Distribution. Le Client dispose d'un droit contractuel direct à l'encontre du Distributeur pour les engagements du Distributeur contenus dans les Conditions de Distribution.

Le Distributeur garantit le Fournisseur contre tout recours d'un Client ayant pour fondement un manquement du Distributeur à ses obligations au titre des Conditions de Distribution. Cette garantie est stipulée sous réserve que le Fournisseur bénéficiant de la garantie ait mis le Distributeur à même de participer pour sa part aux négociations et/ou à la procédure engagée avec le ou les Clients avant toute solution au litige, notamment par une information selon les modalités décrites à l'article 12 ou par l'application de la procédure « Réclamations Client » ou par une demande d'intervention forcée pour appel en garantie.

De plus, le Distributeur garantit le Fournisseur contre tout recours d'un Client ayant pour origine une interruption de fourniture réalisée par le Distributeur dans les conditions des articles 18.1 et 18.2 ci-avant.

Sauf en cas de Faute du Distributeur, le Fournisseur garantit le Distributeur contre tout recours d'un Client ayant pour origine une interruption de fourniture réalisée par le Distributeur dans les cas suivants :

- demande d'application par le Fournisseur des stipulations de l'article 18.3 du Contrat,
- interruption de la Livraison à la demande du Fournisseur invoquant un cas de Force Majeure ayant pour origine une Force Majeure sur les réseaux amont ou sur son approvisionnement conformément aux stipulations prévues à l'article 20 ci-avant.

Le Fournisseur renonce à tout recours à l'encontre du Distributeur du fait d'une interruption de fourniture consécutive au non-respect par le Client de ses obligations au titre des Conditions de Distribution.

21.3 Responsabilité entre les Parties

21.3.1 Responsabilité du Fournisseur à l'égard du Distributeur

La responsabilité du Fournisseur est engagée à l'égard du Distributeur et / ou des assureurs de ce dernier à raison des dommages matériels ou immatériels directs consécutifs subis par ce dernier du fait d'un manquement prouvé du Fournisseur à ses obligations au titre du Contrat.

21.3.2 Responsabilité du Distributeur à l'égard du Fournisseur

La responsabilité du Distributeur est engagée à l'égard du Fournisseur et / ou des assureurs de ce dernier à raison des dommages matériels ou immatériels directs consécutifs subis par ce dernier du fait d'un manquement prouvé du Distributeur à ses obligations au titre du Contrat.

Toutefois, le Distributeur est, sauf faute de sa part, délié de ses obligations au titre du Contrat relatives à un Point de Livraison quelconque en cas de suspension ou de résiliation des Conditions de Distribution relativement à ce Point de Livraison ou en cas d'absence de conclusion de Conditions de Distribution relativement à ce Point de Livraison sous réserve d'en avoir informé le Fournisseur concerné avec un préavis d'un mois.

21.3.3 Plafonds de responsabilité

La responsabilité du Distributeur et celle du Fournisseur, y compris en cas de pluralité de Fournisseurs et malgré toute clause contraire dans l'accord de répartition visé à l'Annexe C, sont limitées à :

- **[à personnaliser : par événement, 2 000 000 euros (deux millions) ;]**
- par année civile, 2 (deux) fois le montant défini ci-dessus.

Ces plafonds de responsabilité ne s'appliquent pas aux garanties stipulées aux articles 21.1. et 21.2.

21.3.4 Renonciation à recours

Les Parties renoncent à tout recours entre elles pour tous dommages autres que ceux décrits ci-avant et au-delà des plafonds susmentionnés.

21.4 Assurances

20.4.1. Les Parties pourront souscrire les polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques restant à leur charge au titre du présent article. Elles supporteront, chacune pour ce qui la concerne, les primes et les franchises éventuelles des polices d'assurances qu'elles auront respectivement souscrites.

20.4.2. Chacune des Parties s'engage à obtenir de ses assureurs, dans ce cadre, un abandon des droits de subrogation desdits assureurs dans la limite des renonciations à recours convenues au présent article.

ARTICLE 22 - RÉVISION DU CONTRAT

Le Contrat est conclu en application des dispositions du code de l'énergie. Si de nouvelles Conditions Tarifaires sont publiées conformément à ces dispositions, elles s'appliqueront à la date d'entrée en vigueur prévue et se substitueront à compter de cette date aux Conditions Tarifaires incluses dans les présentes Conditions Générales devenues caduques.

Dans l'hypothèse où des nouvelles dispositions législatives ou réglementaires impératives susceptibles de s'appliquer au Contrat entreraient en vigueur pendant la période d'exécution du Contrat, l'une ou l'autre des Parties se rapprochera de la CRE, afin de porter dans le cadre de la concertation GTG sous l'égide de la CRE l'adaptation du Contrat rendue nécessaire et proposer un nouveau modèle de Conditions Générales et/ou de Conditions Particulières du Contrat.

Ces nouveaux modèles de Conditions Générales et/ou de Conditions Particulières du Contrat sont ensuite soumis à approbation de la CRE conformément aux dispositions du code de l'énergie. Après cette validation, les nouveaux modèles de Contrat s'appliquent de plein droit au Contrat à la date d'entrée en vigueur prévue et se substituent à compter de cette date aux conditions en cours. Cette substitution n'est pas formalisée par avenant et est notamment sans effet sur la date d'expiration du Contrat. Le Distributeur en informera le Fournisseur par courrier ou message électronique.

Les stipulations des Conditions Particulières, qui ne relèveraient pas de ces modèles, sont modifiées par voie d'avenant.

ARTICLE 23 – IMPÔTS, TAXES ET PRÉLÈVEMENTS

Les Parties supportent, chacune pour ce qui la concerne, les impôts, taxes et prélèvements leur incombant en application de la réglementation.

Toute somme due au Distributeur en application du Contrat est exprimée hors toutes taxes et tous prélèvements. Les factures du Distributeur sont majorées de toutes taxes et de tous prélèvements dus et devant être collectés par le Distributeur en application de la réglementation. Ces taxes et prélèvements sont payables dans les conditions prévues à l'article 16.4.

ARTICLE 24 - INFORMATION ET CLAUSE DE RENCONTRE

23.1 Les Parties se tiennent mutuellement informées, à tout moment et dans les meilleurs délais, de tout événement ou circonstance ou information de quelque nature que ce soit susceptible d'avoir une incidence significative sur l'exécution du Contrat.

23.2 Les Parties conviennent de se rencontrer au moins une fois par an pour un retour d'expérience aux fins d'examiner et modifier, s'il y a lieu, les modalités pratiques et financières du Contrat.

Dans l'hypothèse où les conditions techniques, économiques ou sociales existant à la date de signature du Contrat, évolueraient de façon significative, de telle sorte que l'équilibre économique du Contrat se trouverait profondément modifié et entraînerait pour l'une ou l'autre des Parties des obligations qu'elle ne pourrait pas équitablement supporter –sans pour autant (i) qu'il s'agisse d'un événement de Force Majeure (auquel cas les stipulations de l'article 20 trouveraient à s'appliquer) ni (ii) que cette évolution ait été causée par l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires d'ordre public (auquel cas les dispositions de l'article 22 trouveraient à s'appliquer)– les Parties se réuniront à la demande de l'une ou l'autre des Parties afin de rechercher une solution conforme aux intérêts légitimes de chacun.

ARTICLE 25 - CLAUSE DE PREUVE

Les Parties conviennent que sont admis en preuve au même titre que le support papier :

- les échanges par télécopie, dont la transmission est confirmée par un rapport d'émission,
- les écrits sous forme électronique dès lors, d'une part, que la personne dont ils émanent peut être dûment authentifiée ou bien qu'ils ont été échangés sur l'espace personnalisé et sécurisé et, d'autre part, que les enregistrements informatiques de ces échanges sont conservés dans des conditions de nature à en assurer leur intégrité.

ARTICLE 26 - CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à respecter, notamment dans les conditions des articles R111–31 à R111–35 du code de l'énergie relatifs à la confidentialité des informations détenues par les gestionnaires de réseaux publics de transport ou de distribution de Gaz naturel, la plus stricte confidentialité des informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination et dont elles ont connaissance par quelque moyen que ce soit à l'occasion de l'exécution du Contrat.

La liste des informations dont la confidentialité doit être préservée en application de l'article L111–77 du code de l'énergie est fixée par les articles susvisés.

Pour les informations non visées par les articles susvisés et sauf mention contraire expresse, prévue par le Contrat ou par un accord exprès des Parties ou par des dispositions législatives ou réglementaires, les Parties s'engagent à tenir confidentielle vis-à-vis des tiers toute information et/ou document relatif à la préparation, au contenu et à l'exécution du Contrat.

La Partie destinataire d'une information confidentielle ne peut l'utiliser que dans le cadre de l'exécution du Contrat et ne peut la communiquer à des tiers sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, et sous réserve que ces tiers prennent les mêmes engagements de confidentialité. Elle s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour faire respecter la

présente obligation de confidentialité par son personnel. Elle prend, en outre, toutes dispositions pratiques pour assurer la protection physique de ces informations, notamment lors de l'archivage de celles-ci.

Chaque Partie notifie dans les plus brefs délais, à l'autre Partie, toute violation des obligations découlant du présent article.

Les Parties ne seront pas responsables de la divulgation d'informations confidentielles en vertu du présent article si celles-ci :

- (i) sont déjà dans le domaine public ;
- (ii) ont été obtenues régulièrement par d'autres sources qui ne sont pas liées par une obligation de confidentialité à l'égard de la Partie au Contrat ayant divulgué l'information considérée ;
- (iii) doivent être communiquées à un tiers par l'effet impératif d'un texte législatif ou réglementaire, d'une décision de justice ou d'une décision émanant d'une autorité publique compétente ;
- (iv) sont communiquées aux conseils ou aux commissaires aux comptes respectifs des Parties.

La présente obligation de confidentialité lie les Parties pour la durée du Contrat et pour une période de 3 (trois) ans à compter de la date d'expiration, la caducité ou la résiliation du Contrat.

ARTICLE 27 – DATE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

Le Contrat prend effet à la date indiquée aux Conditions Particulières pour une durée indéterminée, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par l'une des Parties moyennant un préavis de 3 (trois) mois.

En cas de dénonciation, les dispositions du Contrat restent en vigueur pour chaque Point de Livraison rattaché jusqu'à la Date de Fin de Validité, sans possibilité de prolongation ni de reconduction.

Tout Point de Livraison dont la Période de Validité expire à la date de dénonciation du Contrat ou après celle-ci, ne pourra être rattaché qu'à un nouveau Contrat Distributeur de Gaz-Fournisseur.

ARTICLE 28 - RÉSILIATION

Outre les cas de résiliation spécifiques prévus au Contrat – l'article 20, en cas de manquement grave ou de manquements répétés de l'une des Parties à ses obligations au titre du Contrat, l'autre Partie peut résilier unilatéralement le Contrat, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis d'1 (un) mois, sans indemnité de part et d'autre ni formalité judiciaire d'aucune sorte, et sans préjudice de l'application des clauses prévues au Contrat pour lesdits manquements. La résiliation met fin à toutes les Périodes de Validité en cours des Points de Livraison au terme dudit préavis.

Le Distributeur se réserve également la possibilité de résilier, dans les mêmes conditions que visées à l'alinéa précédent, le Contrat en cas de défaillance du Fournisseur au titre des garanties demandées à l'article 2 et à l'article 15 à laquelle il n'aurait pas remédié dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la notification par le Distributeur de la défaillance constatée.

ARTICLE 29 - CESSION OU CHANGEMENTS AFFECTANT LES PARTIES

Sous réserve de dispositions réglementaires contraires, le Fournisseur peut céder ses droits et obligations au titre du Contrat, notamment en cas de perte de la qualité de Fournisseur ou dans le cadre d'opérations de restructuration, fusion, scission, ou autres opérations assimilées, et doit en informer le Distributeur dans les plus brefs délais.

ARTICLE 30 - LITIGES ET DROIT APPLICABLE

Les Parties s'efforcent de résoudre à l'amiable, dans un délai maximum d'1 (un) mois à compter de la mise en demeure par la Partie la plus diligente, tout litige relatif à la formation, l'exécution ou l'interprétation du Contrat.

A défaut de règlement des litiges dans les conditions visées à l'alinéa précédent, ceux-ci sont soumis à l'appréciation du tribunal dépendant de la cour d'appel du siège social du Distributeur.

En application du code de l'énergie, la Commission de Régulation de l'Energie peut être saisie par l'une des Parties en cas de différends, entre les gestionnaires et les utilisateurs des ouvrages de transport et de Distribution de Gaz, liés à l'accès auxdits réseaux, ouvrages et installations ou à leur utilisation, notamment en cas de refus d'accès ou de désaccord sur la conclusion, l'interprétation ou l'exécution des contrats et protocoles.

Le Contrat est soumis au droit français tant sur le fond que sur la procédure applicable.

ARTICLE 31 - DIVERS

En cas de contradiction entre les Conditions Générales et les Conditions Particulières, les Conditions Particulières prévalent.

Quelle que soit la traduction qui puisse en être faite, signée ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation et/ou l'exécution du Contrat est le Français.